

La folle riposte d'Elon Musk aux critiques de Bruxelles

P. 3

JO : le vrai bilan des médailles françaises

P. 4



Le Canard enchaîné

Journal satirique paraissant le mercredi



108^e ANNÉE - N° 5415 - mercredi 21 août 2024 - 1,80 €

D.O.M. 2,20 € - Suisse 2,70 FS - Belgique / Luxembourg 2 € - Grèce 2,10 € - Espagne / Port. Cont 2,10 € - Italie 2,10 € - Tunisie 6,5 DT - Maroc 25 MAD - Afrique CFA 1400 CFA - Allemagne 2,80 € - Canada 3,95 Dc - GB 2 £

Après la mort de Delon, LFI fait son cinéma Mélenchon pousse Macron au Guépard

DILEMME PRÉSIDENTIEL



La médaille d'or du ticket de métro

MAIS c'est bien sûr ! Si le ticket de métro parisien a gardé son prix spécial grand luxe de 4 euros (contre 2,15 euros en temps ordinaire) durant les quinze jours qui séparent la fin des JO du début des Jeux paralympiques, c'est pour une bonne raison : revenir au tarif habituel aurait « entraîné des difficultés techniques » ! C'est ce qu'a indiqué au « Parisien » (14/8) Ile-de-France Mobilités (IDFM), présidé par Valérie Pécresse. Génial...

Le plus rigolo, c'est que, si tout le monde s'est félicité de l'efficacité inédite du métro pendant les JO, avec des rames se succédant merveilleusement à une folle cadence, des quais rarement bondés, aucun entassement sardines dans les rames, des bénévoles en foule

guidant les voyageurs avec de larges sourires historiques, désormais, tout marche plus qu'au ralenti dans le réseau de la RATP. Pour 4 euros le trajet.

C'est l'été. Les rames jouent les couleuvres. De temps à autre, l'une pointe son nez. Les rares usagers poireautent interminablement sur les quais. Le record est détenu par le RER C, qui, en dehors des heures de pointe, ne se fatigue à embarquer les passagers qu'une ou deux fois par heure. Chez IDFM, on est content. On dit que le surcoût de 250 millions dû aux JO « sera payé par les touristes », et Valérie Pécresse promet : il y aura « zéro dette ».

Ces quinze jours entre les deux périodes de Jeux, la voilà, la vraie « parenthèse enchantée » !

La fable des perchés

IL ÉTAIT UNE FOIS, début juin, deux astronautes américains s'envolant jusqu'à la Station spatiale internationale, à 400 km au-dessus de nos têtes. Ils ne devaient y séjourner qu'une semaine, tout allait bien se passer.

Il était une fois, début juin, un président fanfaron décrétant sur un coup de tête la dissolution. Elle devait exploser ses opposants façon puzzle, tout allait bien se passer.

Mais voilà que Butch Wilmore et Suni Williams se retrouvent piégés : le système de propulsion de la capsule Boeing qui devait les ramener sur Terre disjointe à pleins tubes. Ils sont coincés là-haut jusqu'en septembre, et peut-être même février 2025. Ils comptent sur Elon Musk et ses fusées miracles pour aller les chercher.

Mais voilà que le Président se retrouve piégé : la dissolution n'a pas fait exploser ses opposants mais le paysage politique tout entier. Au lieu de nommer illico un nouveau

Premier ministre, il décide d'aller se percher là-haut dans sa bulle. Il s'y emmure et n'écoute aucun de ceux qui lui demandent d'atterrir.

Les deux astronautes rêvent de pouvoir revenir le plus tôt possible.

Le Président rêve de rester perché le plus longtemps possible.

Et s'ils échangeaient leurs places ?

J.-L. P.

LA SOLUTION INTERNE



EN AVANT !

IL NE FAUT JAMAIS désespérer. La preuve par le cousin d'Amérique. Il y a un mois encore, les démocrates s'inquiétaient de voir Trump, tout juste rescapé d'un attentat, triompher face à un Joe Biden écrasé par le poids des ans. Et puis Biden a renoncé, et, en quatre semaines, le vent a tourné. Kamala Harris a repris le flambeau de l'investiture. Vieilli par l'irruption d'une femme métisse de bientôt 60 ans, Trump est menacé d'être battu à la présidentielle de novembre par une adversaire qui a redonné une énergie communicative à toute une planète. Son slogan ? « Forward », « en avant » ! Rien de plus simple, rien de plus efficace.

En France, depuis le 7 juillet, bientôt sept semaines, Macron n'a qu'un slogan : « En arrière ! » Il a perdu les élections, les deuxièmes en un mois, mais n'a pas bougé. Le surplace s'est installé, et qui n'avance pas recule. Au prétexte d'une trêve olympique, au prétexte, surtout, du caprice d'un ado boudeur qui ne veut pas admettre son échec et en subir les conséquences : la cohabitation face au nouveau pouvoir parlementaire. Le comédien Macron a cherché à la jouer samouraï de Melville : taciturne, comme si le silence était plus lourd de richesses que d'ambiguïté. Mais Delon n'est pas un modèle en politique. Imagine-t-on le général de Gaulle rester silencieux des semaines durant avant de tirer la leçon du non à son référendum du 27 avril 1969 ? Le 28, à 0h10, il annonçait son départ.

Le 7 juillet, personne n'a demandé, à Emmanuel Macron de partir. Juste de faire son job, de nommer un nouveau Premier ministre issu du camp arrivé en tête et de laisser les députés décider ensuite de

voter ses textes ou non. Au lieu de ça, le Président procrastine. Il voudrait continuer comme si de rien n'était, avec une Assemblée à sa botte, arguant que, puisque nul n'a la majorité absolue, cela l'autorise à toutes les « combinaisons ». Il se prétend le maître des horloges, il a surtout oublié de remonter sa montre. Le temps n'a pas pris ses vacances d'été, il continue à couler, en particulier pour la Commission de Bruxelles, qui attend de la France des décisions budgétaires.

« Le temps public ne rassemble pas, il divise », professe Paul Ricoeur, le philosophe préféré du chef de l'Etat. Alors, au bout de sept semaines de surplace, les esprits s'échauffent. Mélenchon en vient à réclamer la destitution du Président, ce qui est hors sujet. L'Insoumis est le meilleur allié de Macron. Le premier ne veut pas gouverner mais se préserver pour la présidentielle ; le second ne veut pas de la gauche à Matignon. Ces deux-là aiment les fauxsemblants, les théâtres d'ombres et les jeux de massacre. Lucie

Castets pourrait en faire les frais. Comme les autres prétendants que teste l'Elysée : Bernard Cazeneuve, qui a du mal à séduire la gauche, Xavier Bertrand la droite et Valérie Pécresse au-delà de Versailles. Macron les rend fous, jusqu'à agiter le nom du maire PS (et anti-LFI) de Saint-Ouen pour accentuer le trouble chez les socialistes.

Ruse suprême, le 23 août, il tentera de faire porter aux partis politiques et aux groupes qu'il reçoit à l'Elysée la responsabilité de sa procrastination. Comme s'il revenait à ses invités de nommer un Premier ministre. Ils peuvent le faire tomber, c'est déjà pas mal et c'est le propre du pouvoir parlementaire.

« Le comble de l'habileté : arriver à lire l'heure sur un cadran de baromètre », disait Alphonse Allais. Macron voudrait faire croire aux Français qu'il a tout changé pour ne rien changer à son impérialisme présidentiel. A ce petit jeu, il risque surtout de les convaincre qu'il faut le changer lui pour que tout change.

Jean-Michel Thénard

VARIOLE DU SINGE : PREMIERS SYMPTÔMES



Plus haut, plus vite, plus surveillé !

POUR LES JEUX olympiques et paralympiques, la vidéosurveillance a, elle aussi, redoublé d'efforts. La Préfecture de police de Paris et la RATP ont en effet dégainé 485 caméras pilotées par un logiciel d'intelligence

artificielle. Seuls quelques affichages discrets ont prévenu les badauds qu'ils seraient scrutés par ces machines capables de détecter les objets abandonnés, les chutes ou encore les mouvements de foule. Sans jamais faire de reconnaissance faciale, ont juré les autorités, la main sur le cœur.

Problème : deux des trois décrets autorisant la Préfecture à recourir à la vidéosurveillance intelligente n'ont été publiés que le 30 juillet. Soit quatre jours après la cérémonie d'ouverture. Face à ce bug de légalité, La Quadrature du Net, une association de défense des libertés numériques, a saisi la Commission nationale de l'information et des libertés. Lors des concerts - qui avaient servi de tests pour les caméras - des Black Eyed Peas, en avril, et de Taylor Swift, en mai, les arrêtés préfectoraux autorisant leur utilisation n'avaient été pondus que la veille (« Le Monde », 14/8).

Pratique pour court-circuiter les éventuels recours des opposants à la surveillance de masse...

La loi adoptée en mai 2023 pour permettre l'usage de la télésurveillance dopée à l'IA a prévu que son « expérimentation » n'irait pas au-delà du 8 septembre, date de fin des Jeux paralympiques. Après la grand-messe sportive, un comité d'évaluation doit cependant juger de l'efficacité d'un dispositif qui pourrait être pérennisé et développé.

Plusieurs municipalités n'ont pas attendu les conclusions des experts. Des mairies, comme celles de Saint-Ouen, de Nice ou de Reims, font déjà tourner leur propre dispositif. Elles viennent d'être rejointes par la ville de gauche de Saint-Denis (qui a accueilli plusieurs épreuves sportives) : son logiciel sera opérationnel dès la fin du mois. Et aucun clap de fin n'est au programme.

F. R.-G.

ALAIN DELON S'EST ÉTEINT



ENCORE UNE CHANCE DE MÉDAILLE QUI S'ENVOLE POUR LES JEUX PARALYMPIQUES

Une campagne très Harris

FOUTUE SEMAINE ! « Je suis très en colère contre elle. Je pense que j'ai le droit de l'attaquer personnellement. » Ainsi parle Trump de son adversaire, que la convention démocrate de Chicago s'apprête à sacrer candidate, dans une atmosphère de confettis, de flonflons et de ballons.

Ah, Joe Biden, ses bourdes, ses cafouillages... c'était le bon temps ! Avec Kamala Harris, Donald le Furax est comme un judoka qui ne trouve pas de prise. Il la traite de « cinglée », lui trouve « un faible QI », mais rien ne marche. Alors il défouille en tireur fou, même sur son propre parti. Il se souvient que Brian Kemp, le gouverneur (républicain) de Géorgie, a refusé de l'aider à truffer les résultats électoraux en 2020. Cet ignoble a droit à sa rafale : « C'est un sale type déloyal. Petit Brian ! Sale type ! » Jon Tester, le sénateur (démocrate) du Montana - un petit Etat qui ne pèse pourtant pas lourd -, a vu Trump débar-

quer de son Boeing privé et dégainer l'artillerie lourde pour le dézinguer : « Il a voulu me détruire ! (...) Je n'ai jamais vu un plouc avec un aussi gros ventre. » Pas malin, au pays de l'obésité galopante !

La chanteuse Taylor Swift, qui, par le passé, n'a pas caché ses sympathies démocrates, n'a eu droit pour l'instant qu'à un gros mensonge : Trump a partagé - donc diffusé - sans vergogne des images de la star costumée en Oncle Sam demandant à ses millions de fans de voter pour... Donald Trump. Sauf qu'il s'agit d'images « générées par l'intelligence artificielle ou simplement manipulées de manière classique », rapporte « Le Figaro » (20/8).

Si jamais la convention démocrate de Chicago devait se clôturer par l'apparition en vrai de Taylor Swift aux côtés de Kamala, gare à la crise cardiaque du côté de Mar-a-Lago !

F. P.

Le bulletin météo qui prédisait le pire

C'EST un anniversaire original et plutôt inquiétant qu'a célébré « Ouest France » dans son édition dominicale (18/8). Le 18 août 2014, la Madame Météo de TF1, Evelyne Dhéliat, présentait un faux bulletin qui anticipait les températures en France en 2050. « Dans l'après-midi, annonçait-elle, on atteindra ou on dépassera encore les 40 °C : 41 à Agen, 41 à Strasbourg, 40 dans la capitale, 42 pour Lyon et jusqu'à 43 °C prévus à Nîmes. » De quoi refroidir l'atmosphère...

Al'époque, on n'y avait guère prêté attention. Les scientifiques du Giec avaient beau nous alerter depuis des années, les climatoscopes tenaient encore le haut du pavé. La grande canicule de 2003 était déjà loin, celles de 2018, 2019 et 2022 n'avaient pas encore sévi. Or ces prévisions apocalyptiques ont non seulement été vérifiées, mais parfois dépassées, trente ans avant l'échéance.

Un record à 46 °C a été atteint le 28 juin 2019 dans l'Hérault ; on a enregistré 42,6 °C à Paris le 25 juillet de la même année. Pire, la Bretagne, où les températures du faux bulletin de 2050 semblaient plutôt clémentes (de 26 à 28 °C), a rejoint le peloton, chaud devant : il a fait 36 °C à Nantes le 11 août dernier. Et chacun se souvient des incendies de l'été 2022 sur les monts d'Arrée, plus connus jusqu'alors pour leur pluviosité.

Evelyne Dhéliat raconte avoir été « très étonnée » en découvrant les « projections » de ce bulletin du futur : « Des températures de 40 °C n'existaient quasiment pas à cette époque. Elles sont aujourd'hui devenues monnaie courante. » Celle qui est toujours la cheffe du service météo de TF1 n'écarte pas l'idée de présenter une nouvelle carte du futur. Gageons que ça ne refroidira pas les neurones de ceux qui persistent à contester le réchauffement climatique.

B. D.

M 00708 - 5415 - F: 1,80 €



Le prisonnier de Bercy

C'EST la nouvelle idée en vogue à l'Elysée : nommer un Premier ministre la semaine prochaine, dans la foulée des consultations qu'Emmanuel Macron va mener avec les dirigeants politiques (lire plus loin) ; mais attendre encore, et peut-être longtemps, pour nommer les ministres et secrétaires d'Etat. « La constitution du gouvernement va prendre plus de temps que d'habitude », glisse un conseiller du Château. Ce qui n'est pas peu dire, quand on connaît la capacité de Macron à procrastiner dans ce genre d'exercice.

L'idée est d'assurer, malgré tout, la préparation du budget 2025, tandis que se poursuivront de complexes tractations pour former la future équipe gouvernementale. « Pour préparer le budget, explique le même conseiller, il faut au moins un Premier ministre. » Certes, mais quid du ministre de l'Economie et des Finances ? Dans l'esprit toujours fertile de Macron, il s'agirait encore et toujours de Bruno Le Maire et de son ministre délégué, Thomas Cazenave, jusqu'à la nomination de leurs successeurs.

Mais Le Maire se rebiffe. Dès le 2 août, au cours d'une réunion à Matignon justement consacrée à la préparation du budget, il explosait : « J'ai accepté d'être dans un gouvernement avec Gabriel Attal comme Premier ministre, je n'ai pas l'intention d'être pris en otage au sein d'une équipe démissionnaire à laquelle on imposerait un nouveau Premier ministre ! » Et le révolté de Bercy de se plaindre du

fait qu'un ministre démissionnaire soit obligé de rester à son poste jusqu'à la nomination de son successeur : « On est prisonnier, c'est le seul poste dont on ne soit pas libre de partir. » Réplique d'Attal, mort de rire : « Tu n'as qu'à saisir la Cour européenne des droits de l'homme ! »

En attendant la suite, Attal et Le Maire se livrent à un bras de fer à propos de la préparation du fameux budget. Le patron de Bercy se démène pour faire un maximum d'économies ; le Premier ministre freine des quatre fers. La bataille s'est jouée sur les « lettres plafonds », ces documents qui fixent les dépenses de l'année suivante, ministère par ministère, qui auraient dû être envoyées avant le...

15 juillet, et devait enfin l'être mardi 20 août au soir. Dans la copie qu'il a remise au Premier ministre début août, Le Maire préconisait 5 milliards d'euros d'économies (sur 492 milliards de dépenses) ; Attal les a biffées d'un trait de plume : les dépenses seront du même montant que l'an dernier. « L'essentiel, considère-t-il, c'est

que le prochain gouvernement ne puisse pas nous reprocher de ne pas avoir pu présenter un budget dans les temps. Les procédures sont enclenchées, ils auront toute latitude pour changer ce qu'ils veulent. »

Le projet de loi de finances doit impérativement être transmis au bureau de l'Assemblée nationale le 1^{er} octobre. Ça laisse encore du temps pour trouver l'homme ou la femme qui délivrera Le Maire de Bercy...



Les vacances, c'est sacré

Macron va donc rassembler, vendredi 23 août, les chefs de parti et de groupe parlementaire, avec l'espoir de nommer un Premier ministre en début de semaine prochaine.

Selon l'Elysée, il souhaitait organiser cette réunion plus tôt, dès le 19 ou le 20 août, mais une partie des dirigeants politiques (LFI et EELV, notamment) ont fait valoir qu'ils seraient encore en vacances. Le 21 et le 22 ne leur allaient pas non plus. Marine Le Pen et Eric Ciotti ne seront, eux, reçus que le 26 août, car ils n'ont pas pu se libérer avant. On croyait pourtant que tout ce petit monde était pressé de trouver un nouveau Premier ministre...

Parfum de cohabitation

Les mêmes noms continuent de circuler pour Matignon sans que Macron laisse filtrer quoi que ce soit de ses intentions... pour peu qu'il ait encore un vrai pouvoir de nomination. « Que Xavier Bertrand ou Bernard



Cazeneuve fassent acte de candidature (sic), cela montre que le job reste attractif », se rassure un conseiller élyséen.

Les deux hommes traînaient en tout cas ce « parfum de cohabitation » que Macron dit appeler de ses vœux. Avec, chez Cazeneuve, l'avantage de diviser la gauche. Analyse d'un pontiste socialiste : « Le PS ne participerait pas en tant que tel à un gouvernement Cazeneuve, mais il soutiendrait ce qui peut être soutenu. »

Un peu comme LR le ferait avec un gouvernement Bertrand.

La surprise du chef

Un autre nom est apparu ces derniers jours, celui du maire de Saint-Ouen, Karim Bouamrane. Car « Macron aime créer des surprises », avertit l'un de ses proches.

Bouamrane présenterait à ses yeux de nombreux avantages : socialiste opposé à l'alliance avec Mélenchon, chef d'entreprise,

issu d'une famille d'origine marocaine attachée à la laïcité et opposée au communautarisme, édile reconnu pour avoir transformé sa ville. Laquelle a accueilli une partie des Jeux olympiques, ce qui a favorisé de multiples contacts avec Macron.

Si les JO servent aussi à trouver un champion pour Matignon...

Le mal-aimé de Matignon

Gabriel Attal, dont les relations avec Macron sont glaciales depuis la dissolution (lire p. 7), subit, depuis les élections législatives, des mesures de rétorsion sans précédent de la part de l'Elysée.

Il a ainsi été privé de réunions importantes auxquelles assiste normalement le Premier ministre. Le 17 juillet, il n'a pas été convié à une sauterie sur la situation en Nouvelle-Calédonie à laquelle participaient Bruno Le Maire, Gérard Darmanin, Sébastien Lecornu et Marie Guévenoux. Cinq jours plus tard, c'est d'une réunion consacrée à la sécurité des JO qu'il s'est trouvé exclu. Puis d'encre une autre sur la situation au Proche-Orient.

Cerise amère sur le gâteau, Attal n'a pas pu prendre part au dîner de lancement des Jeux olympiques, le 25 juillet au Louvre, en présence des chefs d'Etat et de gouvernement étrangers.

Il pourra toujours se consoler le 23 août : Macron l'a invité, en tant que président du groupe Ensemble, à ses entretiens avec les chefs de parti.

Pourquoi tant de haine ?

Une situation qui a quelque peu meurtri Attal. « Je ne comprends pas cette haine contre moi, a-t-il confié à un ministre



en vacances, comme lui, en Corse. J'ai toujours été loyal. Je n'ai jamais rien fait contre le Président. »

Et de s'interroger : « Mon crime ? Avoir essayé de

convaincre le Président de ne pas dissoudre – en proposant même ma démission au soir des européennes ! – sans jamais rien en dire publiquement. Pourtant, j'ai fait la campagne à fond, j'ai sauvé les meubles, pour éviter qu'on ait le RN au gouvernement. J'ai été ultra-réglo. »

Avant que son sort soit ultra-réglé.

Le trésor du Luxembourg

AVANT de partir en vacances, le bureau du Sénat a décidé, en toute discrétion, le 17 juillet, d'augmenter le budget du Palais du Luxembourg de 1,7 % pour atteindre, en 2025, 378,9 millions d'euros. Une revalorisation que les décisionnaires justifient par



Devant le fait accompli

En lançant, le 18 août dans « La Tribune Dimanche », son appel à engager une procédure de destitution d'Emmanuel Macron si celui-ci ne nommait pas Lucie Castets à Matignon, Jean-Luc Mélenchon a surtout fragilisé un peu plus le Nouveau Front populaire.

D'autant qu'il l'a fait sans en avertir ses partenaires : Manuel Bompard, officiel numéro un de LFI, ne les a prévenus que la veille, par un simple texto.

« Cette tribune montre que Mélenchon ne veut pas gouverner, constatait le même jour François Hollande devant des proches. Comme il sait que l'hypothèse Castets ne sera pas retenue par Macron et qu'en tout état de cause elle ne pourrait pas tenir, il est dans une logique d'affrontement. »

Comme si c'était le genre du grand chef Insoumis !

La charge de l'ex

Le même Hollande juge « triplement contestable » la démarche de Mélenchon. D'abord, parce que « la réponse à la nomination d'un autre Premier

« Un commissaire LFI serait immédiatement retoqué par les députés européens », estime le même cadre.

Breton, qui ne perd ni son temps ni le nord, en est donc déjà à négocier le périmètre, auparavant très large, de ses futures fonctions, et surtout son rang dans la Commission : il rêve de monter d'un étage et d'obtenir une vice-présidence.

Et il s'est offert un joli coup de pub en appelant Elon Musk au respect des règles européennes concernant les réseaux sociaux. Ce qui lui a valu un recadrage de la présidence de la Commission, considérant qu'il avait outrepassé ses fonctions (lire page suivante).

La cohabitation, c'est aussi à Bruxelles.

QUAND ÇA VEUT PAS...



ministre que Castets ne peut pas être un appel à destituer le président de la République ». Ensuite, parce que Mélenchon a pris cette initiative « sans aucune concertation avec ses partenaires ». Enfin, parce qu'il est « impossible de mettre Macron en accusation et de le destituer dans les conditions prévues par la Constitution ».

« En réalité, estime l'ancien président, Mélenchon nous cible autant que Macron. Soit on s'aligne sur ses positions, soit nous sommes des traîtres. Eh bien non ! Nous sommes des démocrates et des républicains. » Mais toujours alliés à Méluce.

Arroseur arrosé

A l'Elysée, on a tout de suite vu le parti à tirer de cette tribune et des bisbilles qu'elle a suscitées à gauche. « C'est l'arroseur arrosé, mais c'est peut-être ce qu'il voulait », ironisait lundi 19 août au matin un conseiller à propos de Mélenchon.

Au téléphone depuis Brégançon, Macron faisait valoir à ses interlocuteurs que « même sur les questions institutionnelles, [les partis du NFP] ne [pouvaient] pas se mettre d'accord ». « C'est la preuve ultime qu'ils ne pourront jamais gouverner ensemble », ajoutait-il.

Et l'autoproclamé « maître des horloges » de se gausser du dilemme auquel sont, selon

Lucie Castets sans réserve

Directrice des finances à la Mairie de Paris, Lucie Castets se voit de nouveau rattrapée par son devoir de réserve. Elle avait déjà « oublié » de se mettre en



disponibilité avant de faire campagne pour Matignon à travers le pays, ainsi que « Le Canard » (31/7) l'a raconté. Elle arguait du fait qu'elle était en « en congé » jusqu'au 31 août.

Avant d'aller rencontrer Macron, le 23, au sein d'une délégation du Nouveau Front populaire, n'a-t-elle pas l'obligation de demander la permission à sa hiérarchie ? Une question que certains esprits malveillants à l'Elysée ont soulevée, ce rendez-vous étant officiel.

Contactée par « Le Canard », la « hiérarchie », en l'occurrence Anne Hidalgo, a confirmé n'avoir reçu de Castets aucune demande de dérogation. « Mais elle n'a pas besoin de mon autorisation » pour se rendre à l'Elysée, ajoutait, grande princesse, la maire.

Message transmis aux quelque 55 000 fonctionnaires que compte la municipalité parisienne.

Les députés mis au secret

Faute de gouvernement, l'essentiel du programme législatif est pour l'heure indéfinissable. Mais les commissions, elles, commencent déjà à programmer des rendez-vous.

Ainsi, le 11 septembre, les députés de la commission de la Défense suivront, à huis clos, une séance de sensibilisation « aux risques d'espionnage, de manipulation, d'ingérence étrangère ainsi qu'aux enjeux du secret de la défense nationale ». Le tout assuré par des espions de la DGSI et de la DGSE.

Cette formation n'est pas forcément superflue, à en croire la commission d'enquête du Sénat sur les influences étrangères. Fin mai, Gérard Darmanin avait déclaré aux sénateurs : « J'ai eu la responsabilité de plusieurs services de renseignement, et il m'est arrivé de recevoir des notes détaillant des stratégies d'influence et d'entendre des questions parlementaires sur ces mêmes sujets, trois semaines après, dans les hémicycles... »

Même ressenti de son collègue Sébastien Lecornu, ministre démissionnaire des Armées : « En matière de manipulation et d'ingérence étrangère, les parlementaires sont des cibles de choix. A cet égard, certains débats parlementaires, voire certains amendements, peuvent surprendre, mais je n'en dirai pas plus. »

Comme si nos élus étaient influençables...

minimares

● **En direct** du divan du sénateur (LR) de la Manche, Philippe Bas (« Libé », 14/8) : « Je ne suis pas qualifié pour faire une interprétation psychanalytique, mais, le soir des élections européennes, la motivation de la dissolution était comme [si Emmanuel Macron] avait voulu donner une seconde chance aux Français qui l'avaient désavoué. » Ça fera 80 euros, merci.

● **François Bayrou** appelle pour la énième fois le Président à nommer un Premier ministre « rassembleur » (« Le Figaro », 19/8) à la tête d'un « large » gouvernement au-dessus des intérêts partisans. Gouvernement qui serait dirigé, au hasard, par un certain Bayrou François ?

● **Ce tweet** (17/8) de l'Insoumis Louis Boyard, à propos de la volonté de LFI de destituer Macron : « Le temps des rois de France est terminé. » Mais ardemment pas celui des bouffons.

● **Colère** du député MoDem Philippe Vigier (Franceinfo, 16/8) : « On ne peut pas, en France, vouloir absolument battre le record de la Belgique, où, pendant plus de quatre cents jours, il n'y a pas eu de gouvernement. » Et pourquoi pas, une fois ?

● **Le Nouveau Front populaire** est d'ailleurs invité vendredi à l'Elysée pour parler du prochain gouvernement, et Marine Tondelier le sent bien (« La Tribune Dimanche », 18/8) : « Je me réjouis que nous soyons reçus les premiers dans l'ordre protocolaire, j'y vois un premier symbole extrêmement positif. » Le vert n'est-il pas la couleur de l'espoir ?

● **De Marine Tondelier**, toujours (Franceinfo, 19/8) : « S'il y avait eu une épreuve de pédalage dans la semoule aux JO, Emmanuel Macron aurait pu décrocher une médaille. » Ex aequo avec les membres du NFP, qui s'étripent sur la destitution du même Macron.

● **Analyse** de Prisca Thevenot, porte-parole du gouvernement démissionnaire, depuis son lieu de vacances sur l'île de Beauté (« Corse-Matin », 19/8) : « Plus que jamais il nous faut quelqu'un qui incarne la nuance. Lucie Castets, qui est plus proche de LFI que du PS (...), se fera censurer. » C'est du lard ou du cochon sauvage ?

● **La fameuse** Lucie Castets, candidate de la gauche à Matignon, commence à s'impatisser après avoir mariné tout le mois d'août (« La Marseillaise », 16/8) : « Je ne sais pas à quoi Emmanuel Macron joue... J'ai hâte que la cohabitation commence. » Même sans elle ?

● **Ah, les JO !** Pour Gérard Darmanin (« Le Figaro », 13/8), cet événement, c'est « d'abord la victoire des athlètes français, qui est aussi la victoire du ministère de l'Intérieur puisque 20 % des médaillés sont des agents du ministère ». Darmanin, champion olympique de la récupération !

● **Gabriel Attal** redoute que son départ du gouvernement n'occasionne du stress à sa chienne, Volta (« Gala », 15/8) : « Les spécialistes que j'ai consultés m'ont rassuré (...). Elle sera plus heureuse avec moi et sans le jardin de Matignon que sans moi. Elle va s'adapter. » La présidence du groupe, ça lui convient ?

● **De Frédéric Valletout**, ministre démissionnaire de la Santé, à propos de la nouvelle forme de Mpxx détectée en Europe (« La Tribune Dimanche », 18/8) : « Il est trop tôt pour avoir des certitudes sur le niveau d'efficacité des vaccins sur ce variant. » Les varioles de l'info, à tchao bonsoir !

● **« Le Point »** (14/8) s'intéresse aux députés « Pôle emploi » qui ont perdu leur siège au début de l'été, dont l'ancien ministre des Transports Clément Beaune, qui réfléchit à la suite : « Il faut inventer une autre vie sans toutefois jeter aux orties tout ce que j'ai fait jusqu'à maintenant. » Surtout si ça pique.

● **Le « JDD »**, qui l'a interviewé sur une page entière (18/8), donne des idées à Franck Louvrier, ex-communicant de Sarkozy et maire de La Baule : « Je ne suis candidat à rien, je suis ministre de La Baule, et c'est très plaisant ! Mais je veux aussi que mon pays réussisse. » L'amour est dans le « mais ».

● **Christian Estrosi** cherche des noises au préfet des Alpes-Maritimes, Hugues Moutouh, sur le travail des policiers ? Offensé rétorque sur X (12/8) : « A Nice, comme partout ailleurs dans le département, il n'y en a pas de meilleurs. Je suis fier d'être à leur tête. » Gare au bleu sur la Côte d'Azur, ça fait ton sur ton !

● **La ville de Nantes**, dirigée par la socialiste Johanna Rolland, rappelle sur X (18/8) qu'en 1983 la rivière Erdre a été le « théâtre d'une compétition de natation ». Et, pourtant, l'Erdre était interdite à la baignade depuis 1949 ! Pensée émue pour la camarade Anne Hidalgo.

● **Voici venue** l'heure du bilan pour Marie Toussaint, tête de liste écolo aux européennes ayant enregistré, avec 5,5 %, le pire score de la famille écologiste en trente ans (« Le Figaro », 16/8) : « Ma campagne a été trop brouillonne. J'ai (...) voulu porter trop de choses. » De l'expression « boire un brouillon ».



L'IA ou l'I(US)A ?

LA PLUPART des Français ignorent son nom. Pourtant, la société américaine Nvidia, qui conçoit les processeurs graphiques indispensables pour faire fonctionner les logiciels d'intelligence artificielle (IA), est désormais l'une des trois plus grandes entreprises cotées en Bourse.

A la veille de l'été, sa capitalisation a battu un record mondial : elle a franchi, le 4 juin, la barre des 3 000 milliards de dollars. Au cours des derniers mois, elle a même parfois dépassé Apple et Microsoft. Et, selon des analystes américains, les 4 000 milliards devraient être atteints à la fin de cette année. Les résultats de Nvidia sont, il est vrai, stratosphériques : en un an, son chiffre d'affaires a triplé et son bénéfice a été multiplié par sept !

Il y a un an et demi, la capitalisation de Nvidia se situait à environ 360 milliards de dollars, autant que le français LVMH, la société européenne la plus

importante. Aujourd'hui, sa valorisation a été multipliée par huit, comme l'ont calculé « Les Echos » (5/6) ; elle dépasse celle des plus puissantes entreprises françaises, cotées au CAC 40 !

Ainsi, les Etats-Unis, qui règnent depuis des années sur le monde de l'informatique, des logiciels et de l'Internet, se sont encore une fois assurés le premier rôle dans cette révolution de l'intelligence artificielle. Grâce à six entreprises, Nvidia, Apple, Alphabet (Google), Meta, Amazon et Microsoft, ils ont pris une telle avance dans le numérique que les Européens n'ont plus qu'à pleurer devant leurs écrans d'ordinateur, pour la plupart fabriqués en Chine.

En attendant, le gouvernement français se contente d'expédier les « affaires courantes », alors que les enjeux représentés par l'IA deviennent l'une des questions majeures du moment.

Il va falloir « courir » vite pour rattraper le temps perdu...

Le bel été Breton

THIERRY BRETON, qui a reçu dès le mois dernier l'appui de Macron, devrait bien rester le commissaire français dans la nouvelle équipe qu'Ursula von der Leyen est en train de concocter à Bruxelles.

« Il est servi par le calendrier, analyse un cadre du Parlement européen. Même si un nouveau gouvernement arrivait et proposait un autre nom, ce serait trop tard pour changer. » Explication : la présidente réélue de la Commission européenne devrait présenter son nouveau collège d'ici à la fin du mois. A charge pour le Parlement européen de valider, nom par nom, la nomination ou la reconduction de chaque commissaire.

Sur X, gare à ceux qui démontent les Musk !

Contre les excès des appels à la haine sur l'ex-Twitter, l'Europe a promis de sévir mais le proprio du réseau et ses fans contre-attaquent.

C'EST LE TWEET de tous les records : le message de Thierry Breton posté sur X le 12 août – juste avant l'interview de Donald Trump par Elon Musk – a été vu par près de 95 millions de personnes et commenté, dans la foulée, par des hordes de grincheux. Une audience énorme et tout à fait inhabituelle pour le commissaire européen chargé du Marché intérieur et du Numérique.

Comment a-t-il réussi à pulvériser ses statistiques de fréquentation ? Tout simplement en s'en prenant à l'homme le plus suivi sur la plateforme du gazouillis – le proprio Musk et ses 195 millions de followers.

Far West numérique

Le message du Français, invitant l'Américain au respect de la réglementation européenne sur les contenus en ligne, s'est attiré une réplique sans nuance : Musk a envoyé balader Breton à l'aide



d'un même, une image moqueuse lui enjoignant tout simplement d'aller se faire voir. L'échange a aussitôt mobilisé l'énorme communauté de fans du pédégé de Tesla. Sur X, en effet, quiconque

ose mettre en cause la vista du patron se mange automatiquement un retour de manivelle sous forme de milliers de commentaires haineux, d'injures et de menaces. En un seul tweet, Breton en a

reçu... 87 000. Qui dit mieux ? « La force de la communauté pro-Musk réside dans sa structuration et sa densité, confie au « Canard » Nicolas Vanderbiest, expert en réseaux sociaux. Cela permet une diffusion très rapide des messages du milliardaire et crée un effet de meute. Mais sans qu'il y ait de coordination ou d'organisation sous-jacente derrière. »

Thierry Breton a donc été victime de ce qu'il dénonce et peine à réguler avec la Commission européenne : le « Far West numérique ». Des milliers de commentateurs pro-Musk se sont défilés sur son compte, le traitant de « tyran », d'« ennemi de la liberté d'expression », de « communiste », ou le dénigrant en nazi dans des photomontages où il arbore une moustache à la Hitler... Tous ces commentaires sont, bien sûr, consommables sans modération et sans modérateurs... et accessibles à tous, au nom de la vision muskienne de la « liberté d'expression ». L'hyperpuissance de l'Américain, rallié désormais à Donald

Trump, et celle de son réseau ne sont plus à démontrer. Mais est-ce que cela va durer ?

Depuis décembre 2023, X se trouve dans le viseur de la Commission européenne (« Le Canard », 15/5). Celle-ci a ouvert une enquête contre le réseau social pour violation du Digital Services Act (DSA), le règlement européen sur les services numériques.

Une douloureuse à milliards

L'entreprise américaine risque une amende équivalente à 6 % de son chiffre d'affaires, soit 200 millions de dollars, au bas mot. Mais l'entourage de Thierry Breton laisse entendre que l'amende pourrait porter sur l'ensemble des activités du groupe de Musk – les géants Tesla et SpaceX compris : la douloureuse, dans ce cas, pourrait s'élever à plusieurs milliards. On comprend que Musk ait Breton dans son collimateur.

Le 12 juillet, la Commission a fait savoir à X que son enquête

touchait à sa fin et a transmis à l'entreprise ses « conclusions préliminaires », qui pointent trois atteintes majeures au DSA. Les « conclusions finales », qui prendront en compte les réponses de l'entreprise, sont attendues d'ici peu, sans qu'aucune date soit encore annoncée par les instances européennes.

L'attitude de défiance d'Elon Musk laisse penser à Bruxelles qu'il ne choisira ni la négociation ni le respect des réglementations, mais attendra la sanction pour la « contester devant une cour ». Thierry Breton, qui n'est pas certain que son mandat de commissaire européen soit renouvelé sur le même portefeuille cet automne, pourrait-il être tenté d'accélérer les procédures ? « Cela n'a aucun rapport », jure-t-on à la Commission.

Pour Breton, ce serait l'occasion de tweeter une fois de plus sur ses exploits et d'obtenir à nouveau une audience mondiale pour une bonne cause. Le Musk absolu ?

Yann Voldoire

Manu, Bernard et Elon, un trio très space

PAS UNE JOURNÉE sans qu'Emmanuel Macron s'épanche sur X. Le 18 août, en hommage à Alain Delon, le chef de l'Etat tweetait avec verve : « Mélancolique, populaire, secret, il était plus qu'une star : un monument français. » Indifférent à la dérive populotrupiste du célèbre réseau social, le président aux 9,86 millions d'abonnés continue d'en user de façon immodérée. Ses relations avec Elon Musk, le milliardaire de la tech, qui a fait main basse sur Twitter (rebaptisé « X » en juillet 2023), ont pourtant pris un sérieux coup dans l'air. « Musk est en totale « rouelibritude », s'agace un proche du Président interrogé par « Le Canard ».

Les tweets délirants du propriétaire de X à propos des émeutes racistes en Grande-Bretagne, du genre « la guerre civile est inévitable » (X, 4/8), ont introduit le doute à l'Élysée. Le dirigeant de Tesla vient, en prime, de sonner l'hallali contre le commissaire européen Thierry Breton au motif que ce dernier s'est fendu d'un rappel à l'ordre pour non-respect des

règles de modération (lire ci-dessus). En guise de réponse, Musk a posté la réplique de Tom Cruise dans le film « Tonnerre sous les tropiques » : « Tu vas pencher la tête bien en arrière et tu vas te l'enfoncer dans ton putain de fion ! » L'obsession de la conquête lunaire ?

Une com' XXL

Avec Macron, la lune de miel durait pourtant depuis huit ans. A leur première rencontre, à Bercy, le 29 janvier 2016 : coup de foudre ! Sortant du bureau du jeune ministre de l'Economie de François Hollande, Musk s'enthousiasme : « S'il devait devenir président, la France serait bien servie. » Le « techno king » n'hésite pas, d'ailleurs, le 20 janvier 2023, à voler au secours du président tricolore, emporté dans sa réforme des retraites : « Macron a fait une chose difficile mais juste. » Il s'y connaît, Musk, en matière de retraites !

En moins de deux ans, le milliardaire et le Président se sont vus officiellement cinq fois. D'abord en Louisiane, en décembre 2022, lors de la visite d'Etat

d'Emmanuel Macron aux Etats-Unis, puis quatre fois à l'Élysée ces quatorze derniers mois... Autant dire que le patron de Tesla a son rond de serviette à l'Élysée !

Macron-Musk : la relation est cousue main, sous le haut patronage de l'empereur du luxe, Bernard Arnault. Le 14 mars 2024, cet intime d'Emmanuel et Brigitte se fait remettre la grand-croix de la Légion d'honneur dans la salle des fêtes de l'Élysée. Elon Musk est de la partie. Les deux milliardaires ont plus d'un point commun. D'une année à l'autre, ils se disputent le titre d'homme le plus riche de la planète – c'est mignon, ça crée des liens. Ces derniers temps, Elon va mieux : il vient de remonter sur la première marche du podium avec une fortune estimée à plus de 200 milliards d'euros. Tous deux en pincet pour Macron, mais aussi pour Trump. Arnault avait rosi de plaisir quand le président des Etats-Unis, une connaissance de longue date, l'avait pris, en 2019, à bord d'« Air Force One » pour aller inaugurer un atelier Vuitton au Texas.

Musk a par ailleurs le bon goût d'apprécier les tables étoilées de la famille Arnault. Le 28 mai 2022, son rendez-vous galant avec la jeune actrice australienne Natasha Bassett sur la terrasse de l'hôtel Cheval blanc à Saint-Tropez est immortalisé par des paparazzis. Le 16 juin 2023, Elon Musk et sa mère, Maye, festoient avec Bernard Arnault et ses fils au Cheval blanc à Paris.



Maman Musk n'a eu aucun mal à se glisser dans la malle Vuitton : employée comme égarée senior au rayon maquillage de Dior, l'ex-mannequin est habillée de pied en cap par la principale marque du groupe lorsqu'elle grimpe les marches du Festival de Cannes au bras de son fison. Le monde de l'hyperluxe est décidément tout petit...

Bernard Arnault, qui use et abuse de X pour promouvoir ses marques, rêve désormais de faire sa pub dans l'espace grâce à Musk. Quand les frontières sont franchies, la mégalo n'a pas de limites. Dans une interview à la chaîne américaine CNBC, au moment de la cérémonie d'ouverture des JO de Paris, le 26 juillet, l'empereur du luxe s'est emballé : « Peut-être verrons-nous une fusée Louis Vuitton, une collaboration SpaceX et Louis Vuitton. Nous devons y réfléchir. » Et pourquoi pas customiser des Tesla ?

Qu'importe le populotrupisme du libertarien Musk, si cela peut rapporter un pognon de dingue à LVMH.

Odile Benyahia-Kouider et Christophe Labbé

Cyber de rien, le gouvernement préfère les experts canadiens aux français

LE PENSUM DES FOURNITURES SCOLAIRES



Barrages contre Bruxelles

LA FRANCE DORT sur un pactole d'électricité propre, pilotable à volonté et (quasi) gratuite : les capacités inexploitées des quelque 600 barrages de l'Hexagone, gérés par EDF, qui permettraient d'augmenter de près de 5 % la production électrique du pays. Encore faudrait-il, au préalable, régler un vieux contentieux avec la Commission européenne : celle-ci exige en effet la mise en concurrence des barrages avant d'autoriser les investissements nécessaires. EDF, qui ne veut pas risquer de perdre son pactole, s'y oppose. Il est suivi par Emmanuel Macron, qui entend « éviter les mises en concurrence ».

La commission d'enquête sénatoriale chargée de se pencher sur le sujet, présidée par le socialiste Franck Montaugé, a rendu son rapport à la mi-juillet. Elle souligne l'« absolue nécessité de régler dans les meilleurs délais le conflit avec la Commission ». Bruno Le Maire, le ministre (démissionnaire) de l'Economie, a promis « une solution juridique d'ici à la fin de l'année ». Sauf qu'il ne sera plus là pour la mettre en œuvre !

Modernisation interdite

Les barrages français appartiennent à l'Etat, qui les a majoritairement donnés en concession pour soixante-quinze ans à EDF (70 %) et à Engie (25 %). Selon une directive européenne de 2014, ceux qui sont arrivés en fin de concession – il y en a déjà 38 et il y en aura 61 à la fin de 2025 – doivent être remis

en concurrence via un appel d'offres. Même chose si le concessionnaire entend procéder à de gros travaux pour augmenter la capacité de production.

Lenjeu est fondamental : ces ouvrages – deuxièmes producteurs d'électricité derrière le nucléaire – fournissent plus de 11 % de la production électrique nationale, soit la moitié des énergies renouvelables, et ils sont particulièrement rentables. « (Comme ils sont) amortis depuis longtemps, la matière première – l'eau – tombe du ciel », explique un technicien d'EDF. De plus, ils sont essentiels pour répartir l'eau nécessaire à l'agriculture et à la régulation des fleuves pour le refroidissement des centrales nucléaires. Enfin, ils permettent de stocker le surplus d'électricité nucléaire et solaire, évitant les gaspillages d'électricité.

C'est notamment en raison de ce « rôle social très important » que la députée socialiste Marie-Noëlle Battistel, corapporteuse de la mission d'information consacrée aux modes de gestion et d'exploitation des installations hydroélectriques, refuse toute privatisation. « La recherche du profit, estime-t-elle, va contre l'intérêt général. » Même son de cloche du côté des syndicats : « En cas de mise en concurrence, l'opérateur serait choisi sur un seul critère : celui de la production d'électricité, au détriment des autres rôles des barrages », explique au « Canard » Fabrice Coudour, secrétaire général adjoint de la Fédération CGT des mines

et de l'énergie. Et de conclure : « Le problème est uniquement politique : la France n'a pas le courage de s'affirmer face à la Commission européenne. »

La commission d'enquête dénonce, elle, l'indécision du gouvernement, « paralysé entre [sa] conviction que le contournement de la mise en concurrence est impossible et la volonté d'EDF (...) d'éviter cette mise en concurrence ». Et ce, estime la commission, pour éviter « un conflit social dur, si un projet de mise en concurrence devait voir le jour ».

Compromis à haute tension

Pour l'heure, le gouvernement et EDF défendent une solution de compromis à laquelle les syndicats seraient prêts à se rallier : transformer le système des concessions en un « régime d'autorisation », déjà appliqué pour les plus petites centrales hydrauliques. L'Etat vendrait ses ouvrages aux actuels concessionnaires, avec un cahier des charges. Ils seraient, en conséquence, soumis à une simple autorisation préfectorale pour toutes leurs décisions de gestion.

Restera à convaincre Bruxelles que la cession des barrages à son actuel concessionnaire – sans appel d'offres – est conforme à la concurrence européenne. Et que le prix demandé n'est pas un cadeau, même si l'Etat cède ses barrages à une société (EDF) dont il est l'unique actionnaire.

L'argumentaire empêcherait-il la commission de faire barrage ?

Hervé Martin

attaques ayant visé plusieurs ministères en mars.

Pour séduire celui de l'Agriculture, chargé de répartir les candidats, le petit groupe avait dégagé une arme fatale : le soutien du président du Campus Cyber. Dans une lettre du 6 septembre, Michel Van Den Bergh louait cette union « qui fait pleinement écho à l'impérieuse nécessité (...) de renforcer durablement l'écosystème français de cybersécurité ». Les quatre boîtes, en effet, sont toutes actionnaires et locataires du

Campus Cyber, voulu par Macron en 2019. Ouvert en 2022, cet établissement rassemble, dans le quartier de la Défense, 140 entreprises de cybersécurité ayant pour objectif de vanter l'expertise française en la matière.

Le hackeur a ses raisons...

Las ! le 25 juin, le ministère de Marc Fesneau a fait bugger ce bel idéal en préférant le canadien CGI et le français Wavestone au consortium made in France. Ironie de

l'affaire : Wavestone, boîte de conseil forte de 5500 salariés, est, elle aussi, logée au Campus Cyber de la Défense. Une querelle de voisinage ?

En matière de « qualité des solutions » et de « compétence des équipes » – deux des trois critères de sélection –, les deux candidats sont arrivés ex æquo. Seul le prix de CGI-Wavestone, 30 % moins élevé que ses concurrents – et même 8 % moins cher que lors du précédent marché, en 2019, malgré l'inflation –, a permis au duo de rafter la mise.

Le rabais consenti a fait disjoncter le consortium issu à 100 % du Campus Cyber. Dans un courrier au ministère de l'Agriculture daté du 1^{er} juillet, Jean-Marc Bianchini, le directeur général de Thales Cyber Solutions, s'étonne de l'« offre anormalement basse » de ses concurrents, et même d'une solution carrément « irréaliste et incompréhensible ». Le ministère de l'Agriculture, lui, défend son choix et affirme au « Canard » que « l'offre du groupement CGI, moins onéreuse, n'a pas paru manifestement sous-évaluée ». La boîte canadienne n'a pas émis de commentaire auprès du Volatile. Wavestone, son acolyte français, non plus. Et les perdants n'ont pas poussé la contestation plus loin, par crainte d'être

définitivement blacklistés par le gouvernement.

« Qu'on ne me parle plus de souveraineté numérique quand le Health Data Hub (les données de santé) revient à Microsoft, la gestion du système d'information d'EDF pour son parc nucléaire au cloud d'Amazon (AWS) et la sécurisation des ministères à CGI », continue pourtant à s'emporter l'un des candidats malheureux. « Si même le gouvernement ne choisit pas les acteurs du Campus, comment les vanter à l'international ? » ajoute celui qui voit les acteurs de la tech française réduire peu à peu leur surface de location au sein du bâtiment de la Défense – Wavestone au premier chef, pourtant heureux covainqueur de l'appel d'offres. Sa présence au Campus Cyber ne lui aurait rien rapporté, sinon l'acrimonie de ses voisins ? De quoi donner raison aux détracteurs de l'autoproclamé « lieu totem de la cybersécurité », qui ne le perçoivent que comme « une simple opération immobilière ».

Pour redorer le blason du Campus Cyber, son président a été fait chevalier de la Légion d'honneur, le 3 juillet. Pas sûr que cela suffise à redonner du lustre à la filière française de la cybersécurité...

Fanny Ruiz-Guindos

MATIGNON : LFI PRÉPARE SA RIPOSTE EN CAS D'ÉCHEC



Etrange retard à l'allumage de Vladimir Poutine

DEUX SEMAINES après le début d'une offensive inattendue des forces ukrainiennes, la prise de contrôle d'une petite ville, Soudja, ainsi que d'une station gazière alimentant trois Etats européens, et de quelque 90 villages de la région du Koursk, une question s'impose : mal informé par le GRU (le service de renseignement militaire russe), Poutine n'a rien vu venir. Mais pourquoi n'a-t-il pas, depuis, envoyé ses avions, ses forces spéciales et quelques bataillons en nombre suffisant afin d'obliger ces Ukrainiens à faire demi-tour et rentrer chez eux ?

« C'est surprenant, voire inexplicable », consent à répondre un vieux routier des ambassades européennes qui ne comprend pas ce « laxisme stratégique ». Selon les officiers du renseignement militaire, ce n'est, en tout cas, que partie remise. « Poutine ne veut pas dégarnir le front du Donbass, affirment-ils, où ses troupes grignotent 1 km de terre ukrainienne par jour, au prix de lourdes

pertes. Et des renforts vont être notamment envoyés à Koursk depuis la presqu'île de Kaliningrad, en mer Baltique. » Voilà pour l'avenir proche. Mais toujours aucune réponse sur l'étrange retard à l'allumage de Poutine.

Reste qu'il va sévir. Les images de ces 200 000 civils de la région de Koursk fuyant leurs domiciles en abandonnant tout, ou évacués de force par les autorités locales, représentent une terrible humiliation pour le patron de la Grande Russie. Certains hauts responsables de cet échec vont en faire les frais, à commencer par Valeri Guerassimov, le chef d'état-major, ainsi que le patron du renseignement militaire.

Enfin, Alexei Dioumine, déjà conseiller du Kremlin, va sans doute diriger une contre-offensive russe. Son CV est parfait : il a fait une carrière de violent au FSB, dont se souviennent nombre de dissidents, et il adore Poutine.

Claude Angeli

INCENDIES EN GRÈCE : LE MANQUE DE MOYENS POINTÉ DU DOIGT...



Ces médailles françaises qui cachent la forêt

Jamais l'Etat n'avait dépensé autant d'argent pour décrocher l'or. Avec un résultat correct mais loin des objectifs fixés à l'époque de la désignation de Paris par le CIO.

LES LENDEMAINS olympiques chantent déjà moins fort. Même l'emphatique Amélie Oudéa-Castéra, qui, les Jeux à peine terminés, se disait « *extraordinairement heureuse* » après « *un bilan exceptionnel* », commence gentiment à redescendre du podium. Elle vient d'estimer nécessaire la tenue d'« *un audit approfondi de la performance française, avec des focus plus approfondis sur les disciplines où les résultats n'ont pas été satisfaisants ou pas à la hauteur des attentes* ». Fini de jouer!

Si, d'un point de vue comptable, les résultats semblent au rendez-vous (64 médailles contre 33 à Tokyo, 42 à Rio et 35 à Londres), ils n'ont rien d'« *exceptionnel* ». Ils sont conformes au « *home advantage* », une sorte de prime au pays organisateur constatée lors des olympiades passées. Ils sont surtout assez loin des 80 breloques promises par Laura Flessel, ministre des Sports en 2017, lorsque Paris a été choisi pour accueillir les compétitions sept ans plus tard.

De l'or en barres

Dans le détail, la proportion des médailles d'or (25 %) dans le total gagné est bien moins élevée que pour la Nouvelle-Zélande (50 %), les Pays-Bas ou le Japon (44 % chacun). D'ailleurs, comme à fini par le reconnaître le ministère des Sports dans « *un premier bilan* » daté du 16 août: « *Aucun des "or" que nous avons obtenus n'est une surprise; certains de nos "argent" auraient pu être des "or", et nos "bronze" correspondent parfois à de petites déceptions par rapport au talent de nos athlètes* ». On ignore si le talent de leurs adversaires a pu jouer un rôle...



Aux barres asymétriques, la France est passée à côté d'une médaille d'or parce que la fédé de gym n'a rien fait pour garder Kaylia Nemour dans son giron. Au motif de « *préservation son intégrité physique* », la jeune Franco-Algérienne avait été interdite de compétition en France... sans même avoir été examinée par un médecin fédéral. Elle a décidé de concourir sous les couleurs du pays d'origine de son papa. Autre choix judicieux: celui de la fédé de hockey sur gazon. Avec l'espoir de bien figurer à Paris dans un sport où ça n'est jamais arrivé, les autorités fédérales décident de changer d'entraîneur. Après Tokyo, elles remercient Jeroen Delmee, un Néerlandais en poste depuis quatre ans, et recrutent l'international français Frédéric Soyez, qui coachait l'équipe nationale d'Espagne depuis 2014. Résultat: une 11^e place pour la France, et l'or pour

les Pays-Bas, entraînés par... Delmee! On est les champions!

Dans l'espoir d'une moisson florissante, la France avait aussi fait des pieds et des mains pour que le breakdance devienne discipline olympique pour Paris 2024. Sur le papier, au moins 4 médailles sur 8 pouvaient être gagnées. A l'arrivée: une seule, en argent. Il faut dire qu'au sein de l'équipe l'ambiance n'était pas folichonne. Quelques jours avant le début des réjouissances, deux entraîneurs ont été interdits de Jeux. Au moment du « *criblage* » (une enquête de personnalité), les flics se sont aperçus qu'ils avaient des déboires avec la justice. L'un d'eux est soupçonné d'avoir eu un comportement inapproprié avec des mineurs... Champions, on vous dit!

Ces résultats sont d'autant plus mitigés que jamais l'Etat n'avait

dépensé autant d'argent pour décrocher l'or. Selon le ministère des Sports, la haute performance a été dotée d'un budget annuel total de 300 millions d'euros, soit une hausse de 68 % des budgets des fédés depuis Rio, « *incluant une progression de 25 %, de 75 % et de 130 % des enveloppes respectivement allouées aux structures fédérales, aux athlètes et aux entraîneurs* ».

Un champion pour Matignon

Ce programme, baptisé « *Ambition bleue* », était piloté par Claude Onesta. Ancien entraîneur de l'équipe de France de handball, devenu manager de la haute performance à l'Agence nationale du sport (ANS), ce fort en gueule a obtenu de l'Etat tout ce qu'il voulait. A commencer par le fait qu'on lui foute la paix. « *A l'ANS, on ne l'a pas beaucoup vu, témoigne l'un de ses voisins de burlingue. Il faisait son business dans son coin* ». Réputé pour sa gestion des collectifs, Onesta a su vendre son savoir-faire auprès de pas mal de boîtes. A 10 000 euros la conférence, difficile de dire non. Personne ne semble lui en avoir tenu rigueur. Pas même Macron, qui, la flamme tout juste éteinte, lui a promis une nouvelle breloque, couleur rouge.

Interrogé sur sa relation avec le chef de l'Etat par la commission d'enquête parlementaire sur le sport français, le 24 octobre dernier, Onesta, 67 ans, retraité de la fonction publique, répondait: « *J'ai souvent été en lien avec le président de la République (...). Nous avons travaillé ensemble de manière quotidienne et avons noué une proximité dépassant le cadre du lien de subordination traditionnelle* ».

Ça en fait, à coup sûr, un candidat idéal pour Matignon, non?

Didier Hassoux

Macron très handicapé dans son fauteuil

A MÈRE coïncidence: la cérémonie de clôture des Jeux paralympiques est prévue le 8 septembre, date qui marquera aussi la fin de l'échéance légale pour la mise aux normes d'accessibilité des établissements recevant du public (ERP) aux personnes handicapées. Or l'immense majorité des lieux concernés (au moins 2 millions) ne respecte pas ces normes. Les ERP, pourtant, ne sont ni contrôlés ni sanctionnés, et Macron n'est pas pressé d'y remédier.

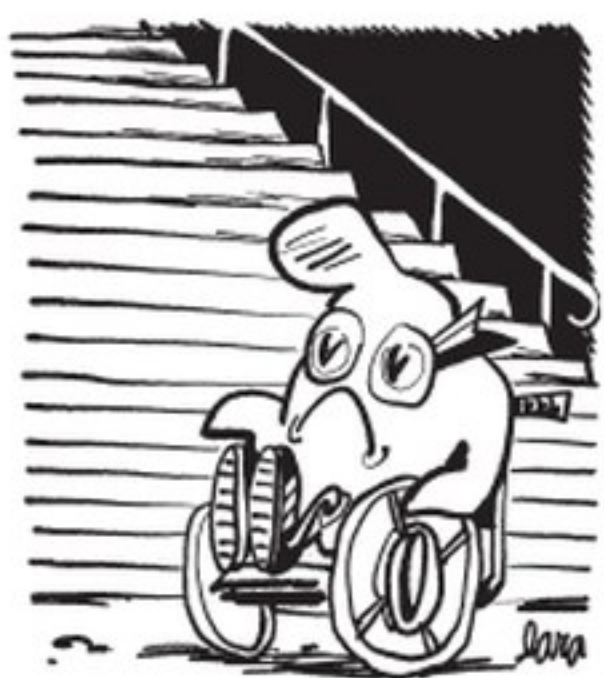
« *Carte blanche pour le handicap* » avait-il juré pendant sa campagne de 2017. Une promesse qu'il s'est empressé de ne pas tenir une fois élu président. Pire: en matière de logement, la condition des personnes handicapées s'est aggravée. La loi Elan (pour « *évolution du logement, de l'aménagement et du numérique* »), censée « *protéger les plus fragiles* », a fait reculer, via son article 18, l'accessibilité du bâti neuf. Alors que, selon les derniers chiffres de la Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques, le handicap concerne, en France, plus de 10 millions d'habitants.

rope – une performance! La loi a malgré tout été votée en novembre 2018, faisant passer de 100 % à 20 % le taux de logements neufs accessibles. « *Julien Denormandie (alors ministre délégué au Logement) a bien fait les choses, raconte un responsable associatif. Il nous a reçus quelques heures avant la promulgation... pour nous annoncer que l'article était maintenu, et, le soir, quand il a été interrogé à l'Assemblée sur l'avis des associations, il a pu dire qu'il nous avait vus le jour même* ». La politique, c'est un métier.

Missionnée en novembre 2022 par le gouvernement pour évaluer l'application des mesures de cette loi, l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable a rendu un rapport sévère. Au point que Patrice Vergriete, ministre chargé du Logement, a refusé de le transmettre au Parlement, le jugeant sans doute politiquement trop... handicapant.

Nul doute qu'avec ce bilan Macron pourra se décerner une médaille lors de l'ouverture des Jeux paralympiques.

Lauriane Gaud



Un gros truc en moins

L'article 18 du projet de loi avait pourtant fait l'unanimité contre lui: dénoncé par le Conseil national consultatif des personnes handicapées, le défenseur des droits, la Commission nationale consultative des droits de l'homme et même la commissaire aux droits de l'homme du Conseil de l'Eu-

Ça sent le sapin au BHV

Personnel réduit, factures impayées, fermeture partielle... le nouveau proprio du grand magasin parisien fait des étincelles.

C'ÉTAIT il y a un an et demi: Frédéric Merlin, le tout juste trentenaire président de la Société des Grands Magasins (SGM), annonçait qu'il rachetait le BHV Marais, à Paris, et sa succursale de Parly 2. Il promettait urbi et orbi d'y investir « *des moyens financiers et humains importants* » et affirmait aux 1 300 salariés qu'ils n'avaient rien à craindre pour leur emploi.

Aujourd'hui, les fournisseurs ne sont plus payés que très irrégulièrement (Mediapart, 14/8), les effectifs ont été réduits de 200 personnes (selon les syndicats), et les investissements sont quasi inexistant. En témoignent les nombreux rayons qui ne présentent plus que des étals réduits, les installations techniques qui tombent en radeau les unes après les autres ou la marquise de métal de la rue de la Verrerie qui ne tient plus que par des étais à peine dignes du rayon bricolage.

Au BHV, la plupart des stands sont loués à des marques disposant de leur propre personnel. Le magasin encaisse l'argent des clients avant d'en reverser une quote-part à la boîte concernée. Le modèle a fort bien fonctionné... jusqu'au rachat du magasin par la SGM.

Arrêts aux stands

Depuis, les retards de paiement s'accumulent, dépassant parfois trois ou quatre mois, à tel point que certains fournisseurs ont décidé de mettre un terme à leurs livraisons. Ainsi, le 16 août, on ne trouvait quasiment plus de forêts ou de gants de protection au niveau bricolage. Plus haut

dans les étages, les espaces décoration et mode enfantine ressemblaient au désert des Tartares. Quant au magasin homme, rue de la Verrerie, certains stands ont dû y être redéployés d'urgence, histoire de cacher la misère.

La direction de la SGM assure que cette situation est transitoire et qu'elle est due à l'utilisation des « *anciens process comptables des Galeries Lafayette (...), qui ne sont pas adaptés à l'organisation actuelle* ». Certes. Mais, pour la première fois, la société reconnaît qu'elle est confrontée à des difficultés de trésorerie. Elle les explique par « *le caractère saisonnier de l'activité d'un grand magasin comme le BHV, dont l'activité est toujours moins importante durant les mois de printemps et d'été* » (« *L'Humanité* », 20/8). Cela fait pourtant cent soixante-huit ans que le BHV est ouvert, sans que ce genre de souci soit si saisonnier...

Epaulé par sa mère et par sa sœur – avec qui il partage le contrôle de la SGM –, Frédéric Merlin dépend en réalité des banques qui ont financé son opération de rachat et semblent plus intéressées par le vaste patrimoine immobilier du BHV que par la vente de chaussettes et de tournevis. Difficile, dans ces circonstances, d'obtenir de nouveaux crédits pour faire tourner la boutique!

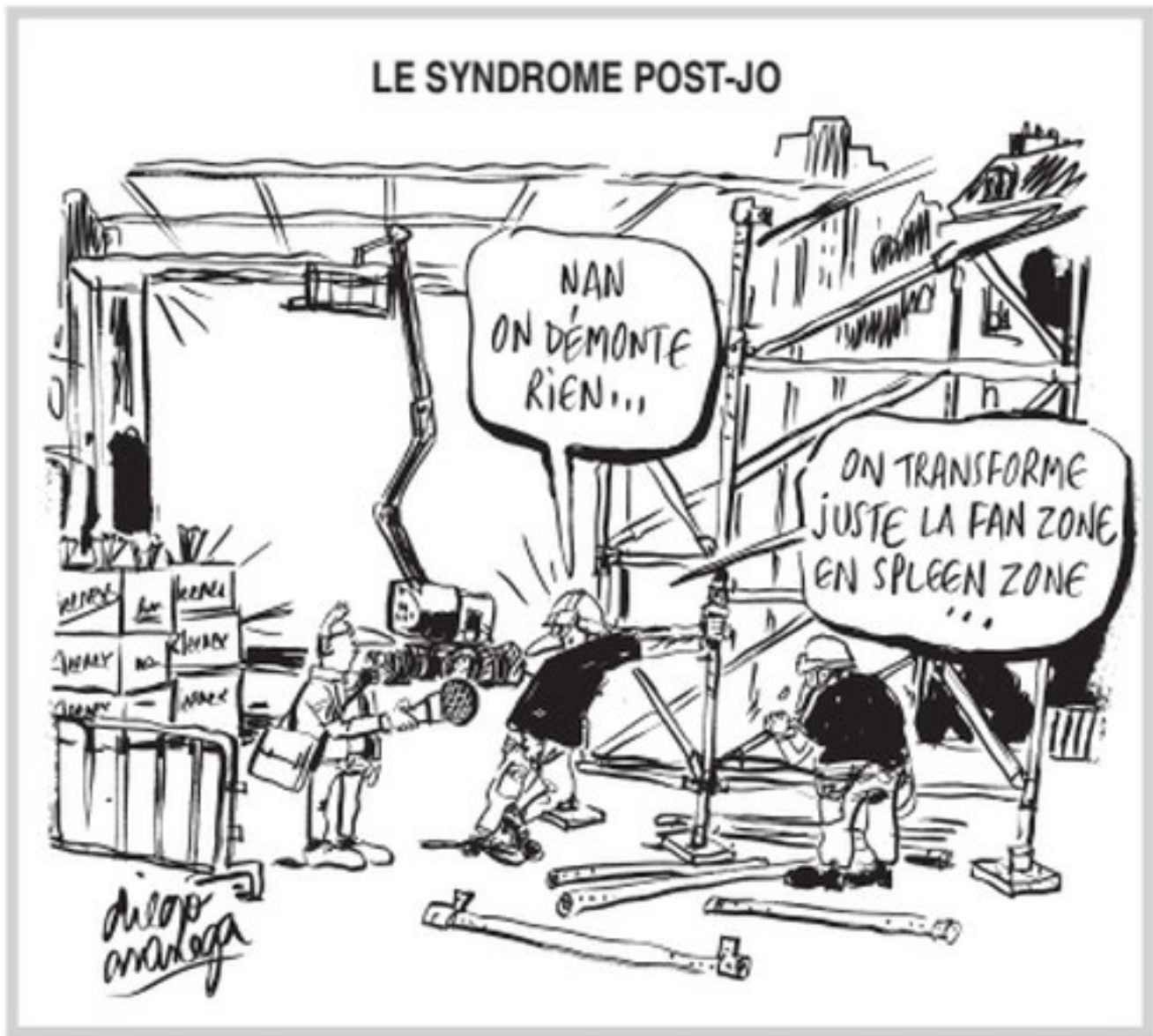
Pour tenter de rétablir la situation, le jeune patron s'apprête donc à tailler dans le vif. Première étape? Se débarrasser, dès l'an prochain, du magasin homme, installé depuis 2007 dans les anciens entrepôts et ateliers du BHV. Et tant pis si Merlin avait promis, l'an passé, de n'en rien faire, et même de « *rénover rapidement* » cet

espace « *très rentable* » (« *Le Parisien* », 17/2/23). Une partie des stands de mode masculine est vouée à disparaître; le reste sera rapatrié dans le magasin principal.

Si la greffe ne prend pas, il sera toujours temps pour les banques et pour les Galeries Lafayette de reprendre leurs billes en récupérant les 38 000 m² occupés aujourd'hui par l'enseigne rue de Rivoli, pour y aménager – au choix – un hôtel, des restaurants, des logements de standing, d'autres commerces ou des bureaux.

Sans oublier une pincée de HLM, histoire de convaincre la Mairie de Paris de délivrer les permis de démolir et de construire nécessaires...

Hervé Liffra



Les transports ruraux en rade campagne

Les alternatives à l'auto patinent par manque d'investissements, selon un rapport.

TAXIS à la demande, voitures électriques en libre-service, plateformes de chauffeurs bénévoles... Les collectivités ne manquent pas d'idées pour permettre aux 21 millions de personnes qui vivent dans des « *espaces peu denses* » et qui ne possèdent pas de voiture d'accéder à l'essentiel: les courses, les soins, le travail. Mais leur mise en œuvre réserve son lot d'absurdités et nécessiterait, de la part de l'Etat, un soutien financier supplémentaire, selon un rapport publié le 3 juillet: 90 millions d'euros par an sur cinq ans précisément, à en croire l'Inspection générale de l'administration (IGA) et

l'Inspection générale de l'environnement et du développement durable (Igedd). Les rapporteurs suggèrent d'aller chercher ces sous dans les fonds tirés de la vente des quotas carbone.

Problèmes de correspondance

Mais n'est-ce qu'une question d'argent? Il y a cinq ans, la commune de Fercé-sur-Sarthe (Sarthe) décide de mettre une voiture électrique à la disposition de ses 600 habitants pour 6 euros la demi-journée – il suffit de réserver via une application. La commune débourse chaque année 15 000 euros pour l'entretien du véhicule. Problème: il ne sert pas aux principales victimes de la « *précarité mobilité* ». « *Une partie de ceux qui utilisent [notre] Zoe ont déjà une voiture, ils la louent car elle leur coûte moins cher que de mettre de l'essence dans la leur* », déplore le maire, Dominique Dhumeaux.

Partout le dispositif rencontre le même écueil. A Condé-sur-Vesgre (Yvelines), la voiture mise à disposition est réservée aux bénéficiaires du RSA, qui ne l'utilisent pas, ou peu. Peut-être parce qu'il faut se rendre devant la mairie pour bénéficier du « *taxi* »? « *Au bout d'un an, on est extrêmement déçu, soupire Josette Jean, la maire du village. Les gens n'osent pas* ». Thibaut Guignard, son homologue à Plœuc-L'Hermitage (Côtes-d'Armor), assure, lui,

que « *ça fonctionne très bien* ». Sauf pour les « *personnes âgées, qui n'ont pas le réflexe de louer une voiture pour trois heures* ». Ou de télécharger une application!

La moitié des 43 communes de l'agglomération du Grand Périgueux (Dordogne) ne sont pas desservies par les transports urbains. « *Douze minibus de neuf places vont être mis à leur disposition* » d'ici au début de 2025 pour organiser le transport à la demande, assure Jacques Azou, le président de l'agglomération. Plœuc-L'Hermitage bénéficie aussi de deux services de minibus mandatés par Saint-Brieuc Armor Agglo, dont un pour le transport des personnes âgées handicapées.

Mais le village est situé à l'intersection de trois intercommunalités, qui n'ont pas jugé utile de se coordonner. Conséquence? « *Si quelqu'un veut se rendre chez son médecin dans l'interco d'à côté, il ne peut pas* », regrette Thibaut Guignard.

A Chauffailles (Saône-et-Loire), la commune a oublié de faire la pub de la plateforme qui recense les chauffeurs bénévoles sur son secteur. « *J'ai transporté des gens qui découvraient ce service alors que ça fait quinze ans que ça existe* », raconte Cécile Michel, une volontaire. Vite, une caravane publicitaire pour vanter la mobilité près de chez soi!

Garance Tournillon



La grappe champenoise plus jamais au repos

« **LE RAISIN** n'attend pas! » C'est avec cette sentence panthéiste que Maxime Toubart, le président du Syndicat général des vignerons de la Champagne, s'est réjoui de la suspension du jour de congé hebdomadaire accordé aux vendangeurs par le Code du travail. Des années que ses ouailles (16 000 propriétaires, possédant les trois quarts du vignoble) l'attendaient, ce décret publié en extremis, le 10 juillet, par un gouvernement Attal en passe de devenir démissionnaire!

« *Un cadeau miraculeux* », juste avant le « *début du bal des sècas* » (entre le 5 et le 15 septembre en Champagne, à partir de la mi-août ailleurs), comme se félicite un patron dans le dernier vignoble (34 480 ha) où la récolte est toujours effectuée intégralement à la main par

quelque 100 000 saisonniers... Proposée de longue date par des élus Rep et chaudement soutenue par le Rassemblement national – qui cartonne chez la plupart des riches communes du vignoble –, cette dérogation d'« *assouplissement* » des règles encadrant le repos des ouvriers agricoles rend ivre de bonheur le député marnais Xavier Albertini (Horizons): « *Les vendangeurs, ils viennent pas pour se reposer mais pour travailler. Ils souhaitent être en continuité dans leur réalisation (sic) pour repartir un peu plus vite. Ça s'appelle du bon sens* ». La possibilité d'allonger la durée de travail maximale de 48 à 72 heures par semaine, déjà en option, ne suffisait-elle pas?

Avec quatre morts, sans doute victimes des chaleurs caniculaires, le millésime

2023 des vendanges champenoises n'avait pourtant pas laissé le souvenir d'une partie de plaisir. A l'époque, l'impayable Toubart avait rejeté la responsabilité sur ces inconscients qui, selon lui, « *n'étaient pas habillés de manière adéquate* ». Les représentants des grandes marques de champagne, eux, avaient promis que ces drames ne se reproduiraient



plus, et, en juin dernier, l'organisation interprofessionnelle a édicté un référentiel des « *bonnes pratiques* » destiné à « *optimiser les conditions de travail des saisonniers* ».

Le décret du 10 juillet est d'autant plus difficile à avaler que la récolte du raisin le plus cher du monde – jusqu'à 8 euros le kilo, matière première des 6,4 milliards de chiffre d'affaires du champ en 2023 – est trop souvent soumise aux aléas d'une sous-traitance parfois sauvage avec ses bataillons de vendangeurs venus des ex-pays de l'Est, menés à la baguette.

Au dernier trimestre 2023, plusieurs enquêtes ont été ouvertes par le parquet de Châlons-en-Champagne pour traite d'êtres humains. Des sans-papiers ont été employés de façon indigne – mal nourris (avec riz en vrac et raisins

pourris au menu) et privés de contrats de travail. Des descentes de l'Inspection du travail ont mis au jour des cas d'« *esclavage moderne* » et des « *campements de la honte* »... Soucieuse de préserver l'image du champagne, l'interprofession dénonce des « *exceptions navrantes et caricaturales* ». Elles sont pourtant loin d'être anecdotiques.

L'édiction 2024 s'annonce plus « *pourrie* » que la précédente. La faute, cette fois, au mildiou, qui, comme partout en France, a proliféré avec l'humidité du printemps et de juillet, et a dégradé la qualité des raisins. Les grappes tardent à mûrir... « *On n'est pas à quelques jours près pour commencer la vendange* », reconnaît un producteur.

Tout compte fait, le raisin peut attendre?

J. C.

ÇA NE RIGOLE PLUS, AU NFP !



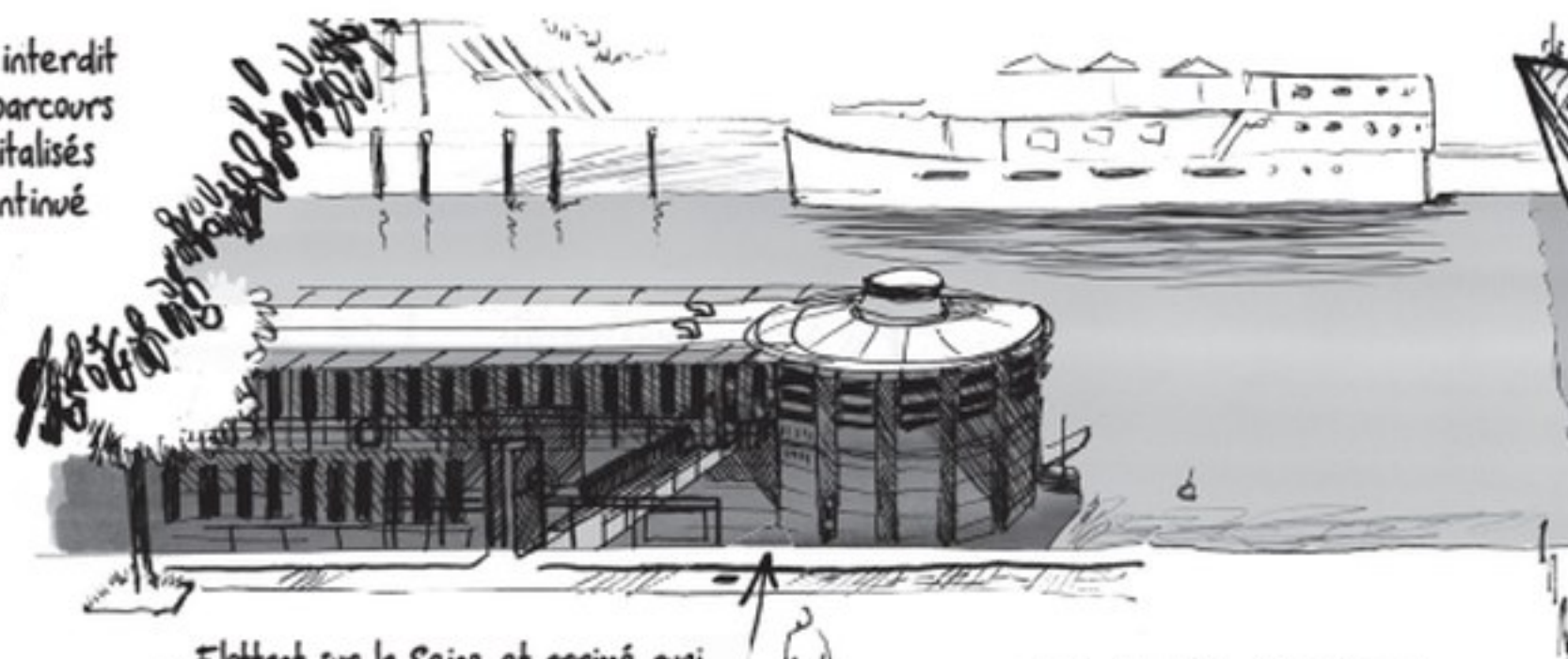


Le handicap mental hors Jeux

Aurel conclut son exploration des JO et des JOP.
A la pointe sèche ou à l'encre sympathique (6/6).

Alors que des préfets avaient interdit abusivement les sorties sur le parcours de la flamme aux patients hospitalisés en psychiatrie, les Jeux ont continué d'exclure une partie des athlètes souffrant de handicap non moteur et compliquent l'accès aux soins ou le suivi des patients.

A quelques jours de la cérémonie d'ouverture des Jeux paralympiques, petit tour sur « L'Adamant », lieu d'accueil de jour rattaché au centre médico-psychologique de Paris centre.



Flottant sur la Seine et arrivé qui de la Rapée, « L'Adamant » était aux premières loges à la cérémonie d'ouverture des JO et au cœur du dispositif sécuritaire l'ayant précédée.

MOI, JE N'AI JAMAIS EU MON QR CODE POUR VENIR ICI.



LA CÉRÉMONIE, C'ÉTAIT ABUSÉ ! ON TRAVAILLE AUX PREMIÈRES LOGES, ON AURAIT AIMÉ EN PROFITER.



L'arroseur arrosé : Margot m'a dessiné.

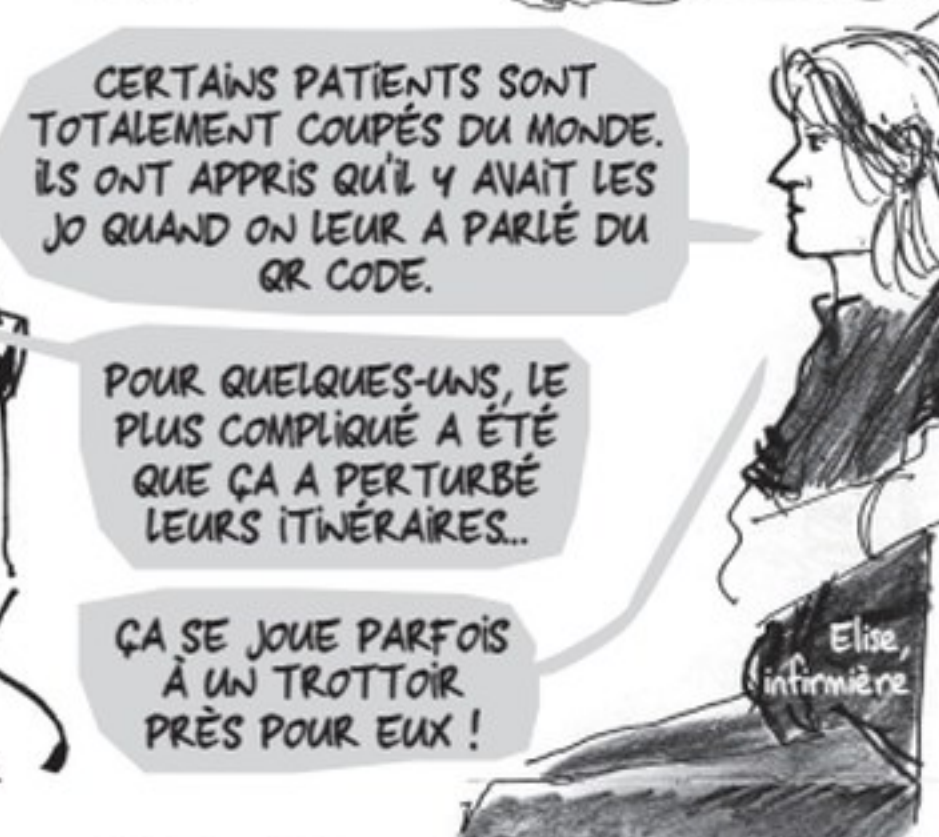
MAIS ON NOUS LAISSAIT PASSER, LES FLICS ÉTAIENT COOL.



LES FLICS ÉTAIENT BIEN CONTENTS DE POUVOIR VENIR PISSER SUR « L'ADAMANT » !

Nicolas Philibert, réalisateur du film « Sur l'Adamant », Ours d'or Berlin 2023.

Linda De Zitter, psychologue, cofondatrice de « L'Adamant ».

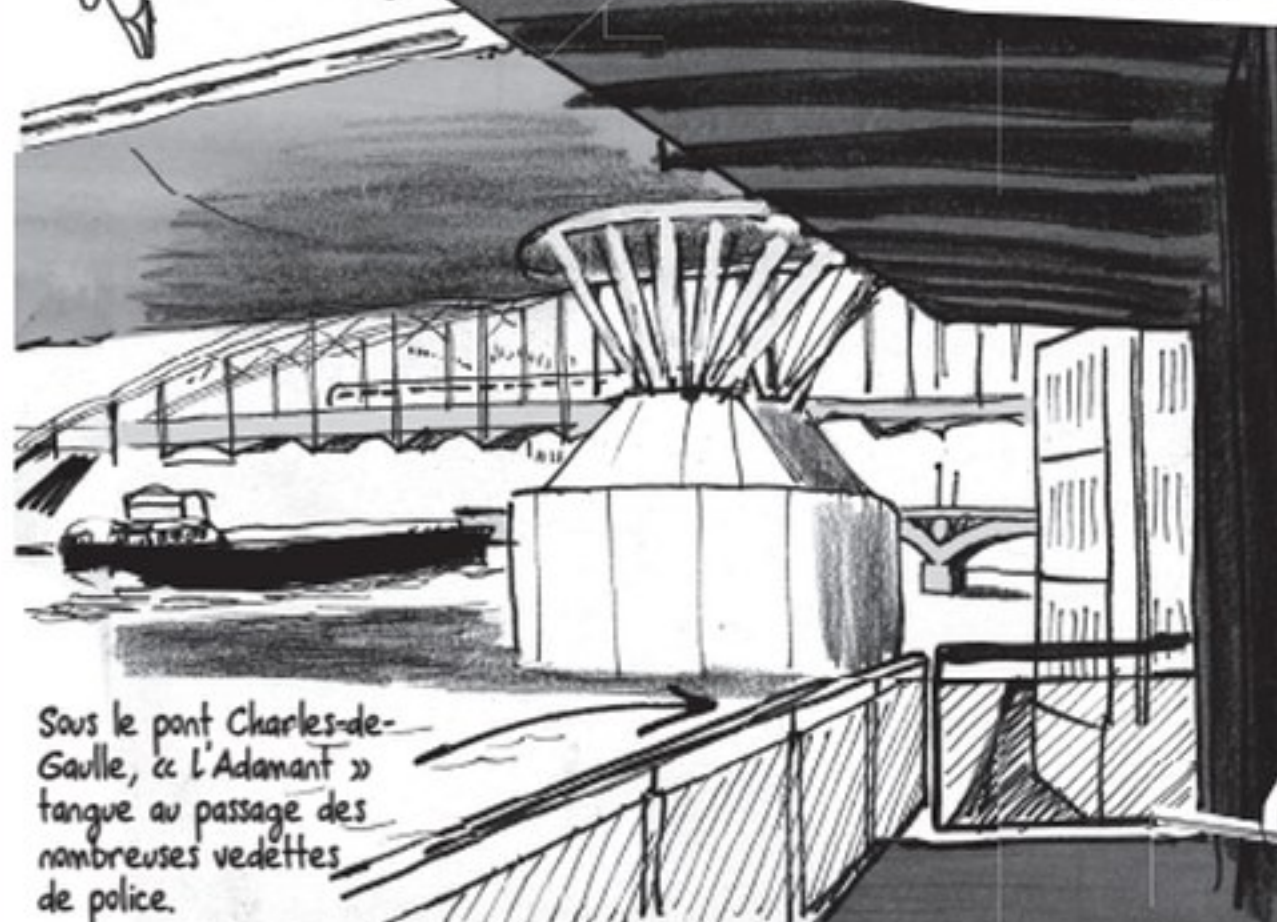


CERTAINS PATIENTS SONT TOTALEMENT COUPÉS DU MONDE. ILS ONT APPRIS QU'IL Y AVAIT LES JO QUAND ON LEUR A PARLÉ DU QR CODE.

POUR QUELQUES-UNS, LE PLUS COMPLIQUÉ A ÉTÉ QUE ÇA A PERTURBÉ LEURS ITINÉRAIRES...

ÇA SE JOUE PARFOIS À UN TROTTOIR PRÈS POUR EUX !

Sinthu suit les résultats des Jeux dans « Le Parisien ».



Sous le pont Charles-de-Gaulle, « L'Adamant » tangue au passage des nombreuses vedettes de police.



On entre sur « L'Adamant » par le bar, un lieu de convivialité géré et tenu par une association de soignants et de soignés.

LE BAR, C'EST UN VRAI SPORT !



Gaël, infirmier psychiatrique (professionnel du jeu Puissance 4).

C'EST AUSSI LE SEUL ENDROIT QU'ON ARRIVE À TENIR FRAIS.



LE SYSTÈME DE CLIM N'A JAMAIS MARCHÉ. IL PUISE LA FRAÎCHEUR DANS LA SEINE, MAIS L'EAU EST TELLEMENT DÉGUEULASSE QUE ÇA A TOUT ENCRASSÉ !

Aux JO, seules trois disciplines sont ouvertes aux personnes atteintes de handicap psychique : natation, tennis de table et athlétisme. Et ils sont quasi absents des Jeux paralympiques. Pour Marc Truffaut, président de la Fédération française de sport adapté, « le système actuel est discriminant et contraire au mouvement paralympique, qui vise à inclure et tenir compte des spécificités de chacun » (« handicap.fr » - 11/4/2024).



Mohend dessine beaucoup (et très bien)...

... il vient régulièrement sur « L'Adamant ».

JE SUIS FASCINÉ PAR LE DESSINATEUR PANCHO.

COMMENT ÇA SE DESSINE, LE HANDICAP PSYCHIQUE ? LE HANDICAP PHYSIQUE, ÇA SE VOIT...



VOUS ÊTES VENUS DESSINER LA FOLIE ?

ON NE PEUT PAS CONCOURIR AUX JEUX PARALYMPIQUES, CAR, GRÂCE AUX TRAITEMENTS, ON EST NORMAUX.

Un boxeur dessiné par Victor.

Victor, ancien boxeur amateur.



SI JE FAISAIS DU SPORT, ÇA SERAIT DE LA PERCHE. AVEC TOUTES LES SUBSTANCES QUE JE PRENDS... JE SUIS UN PEU PERCHÉ.

POUR QUE ÇA CHANGE, IL FAUDRAIT UNE MARCHÉ DES FIERTÉS PSYCHOTIQUES.

Charles.



IL N'Y A PEUT-ÊTRE PAS DE HANDICAP PSYCHIQUE AUX JEUX PARALYMPIQUES. MAIS, PAR CONTRE, JE SUIS À PEU PRÈS SÛRE QU'IL Y A DES GENS EN SOUFFRANCE PSY DANS LES JO CLASSIQUES.

LES SPORTIFS QUI ONT UNE SOUFFRANCE EN AMONT ET TROUVENT UN ÉQUILIBRE DANS LE SPORT, S'ILS CONSULTAIENT, SÉRAIENT ÉTIQUETÉS.

Linda.



COMME QUAND MARIE-JOSÉE PÉREC AVAIT PÉTÉ LES PLOMBES...

[Aux JO de Sydney, en 2000.]

Mohend.

De fait, ces dernières années, la gymnaste Simone Biles, la tennismen Naomi Osaka ou le nageur Michael Phelps ont souffert de graves dépressions.

Grosse baffe et copinage au bord de l'eau

LA VEILLE du pont du 15-Août, les gendarmes de Perpignan se sont offert une petite virée en bord de mer. Objectif ? Une perquisition en règle de l'hôtel de ville de la station balnéaire voisine de Saint-Cyprien, tenue par Thierry Del Poso, maire (EX-LR) depuis 2009.

Cette perquisé fait suite, explique « L'Indépendant » (15/8), à une salve de lettres d'alerte envoyées en juillet au procureur de la République par des membres de l'opposition municipale. Ces grincheux n'ont pas digéré la générosité du maire envers certains administrés ou amis. L'an passé, il a ainsi accordé 150 000 euros de subventions et une convention d'occupation

gratuite du domaine public à l'association Une Saison en Roussillon pour animer, en bord de mer, la promenade Jean-d'Ormesson. Aujourd'hui, les élus de l'opposition soupçonnent l'association d'avoir « illégalement sous-loué à des tiers » ladite promenade et d'avoir gardé pour elle l'argent récolté – juste avant d'être mise en liquidation, à l'automne 2023...

Terrasse extensible

Autre bonne œuvre de Thierry Del Poso : un restaurant, installé en bordure de plage, a pu squatter tranquillement un terrain municipal à la belle saison sans que le maire

lui réclame le moindre centime. Les pandores s'intéressent par ailleurs à la gestion des logements communaux, loués en toute opacité à de bons amis de la municipalité. La chambre régionale des comptes a notamment découvert, en octobre 2023, que la ville avait cassé les prix de location pour 21 des 39 habitations du parc municipal. Parmi les heureux bénéficiaires : des parents de hauts cadres municipaux.

Thierry Del Poso, qui a déclaré au « Canard » n'avoir « aucun commentaire à faire », a d'autres exploits à son actif. En juin dernier, il a lancé un sondage frappadine auprès de ses administrés joliment rédigé : « Citoyens de Saint-Cyprien, face à l'inaction de

l'Etat, êtes-vous prêts à vous mobiliser aux côtés du maire, sur place, à chaque invasion des gens du voyage, quel que soit le quartier, pour les déloger ? »

Et le maire n'est pas le dernier à faire le coup de poing. Le 2 décembre, il devrait comparaître en correctionnelle pour violences aggravées envers un conseiller municipal de l'opposition. Les faits supposés remontent à 2016. A la suite d'une prise de bec entre les deux élus, Thierry Del Poso aurait flanqué à son collègue une « claque monumentale » qui aurait « détruit l'appareil auditif » de la victime. C'est donc ça, ce qu'on appelle un maire à l'écoute ?

J. C.

Une vacherie d'archevêque

L'ARCHEVÊQUE de la capitale peut rendre grâce aux Jeux olympiques : pendant que tout le monde avait les yeux rivés sur les épreuves, Mgr Laurent Ulrich faisait tranquillement démolir un lieu unique et emblématique du vieux Paris : la vacherie du monastère de la Visitation, installée entre la rue de Vaugirard et celle du Cherche-Midi, au cœur du VI^e arrondissement.

Censées vivre en complète autarcie, les bonnes sœurs l'avaient fait construire à la fin du XIX^e siècle pour accueillir les vaches qui pâturaient sur les prés du couvent. Une boulangerie, une blanchisserie, un poulailler, des clapiers et deux oratoires pittoresques complétaient l'ensemble. Tout cela a désormais disparu, tout comme les pilastres Louis XVI du mur d'enceinte. Seuls subsistent l'ancien hôtel de Clermont-Tonnerre, ses écuries, le jardin et

la chapelle. A la place des bâtiments démolis, l'archevêché va faire construire des logements solidaires gérés par des associations humanitaires. Une initiative fort louable, mais qui l'aurait été davantage encore si l'Eglise avait consenti à réduire d'un poil son programme immobilier...

L'Inspection des patrimoines au ministère de la Culture avait bien donné son feu vert au classement du site, mais l'Etat l'a ignoré. Tout comme l'actuelle ministre, Rachida Dati, a fait fi des appels lancés par l'association Sites et Monuments. Maire, également, du VII^e arrondissement, Dati s'était pourtant longtemps présentée, sur les réseaux sociaux, comme une défenseuse intransigente des vieilles pierres parisiennes. Mais, ça, c'était avant son entrée au gouvernement.

H. L.



VACHEMENT SAUVEGARDE NEUM NON

Drôles de salades

LES FRANÇAIS adorent la salade emballée. Ils en achètent chaque année plus de 270 millions de sachets ! Pas besoin de s'embêter à la trier, la laver, l'essorer. Mais ce temps gagné coûte bonbon : en comparaison d'une salade entière, elle est facturée quatre fois plus cher. Si les producteurs de laitues, batatas, mâches et autres nous poussent à les consommer emballées, c'est parce que ça rapporte plus d'oseille et qu'elles peuvent rester plus longtemps en rayons. Sauf qu'il y a un revers de la feuille...

La salade « 4^e gamme », comme on l'appelle, est un cauchemar écologique. Avant d'être mise en sachets, elle est lavée à grande eau

dans d'immenses cuves. Un premier bain pour la débarrasser de la terre et des insectes, puis un trempage dans une solution chlorée et, enfin, un rinçage afin d'éliminer (plutôt grosso modo...) les résidus de javel. Ce qui nécessite entre 20 et 30 litres de flotte pour un seul kilo de salade ! Mais, au fait, pourquoi ce trempage chloré ? Parce que les bactéries pathogènes, en particulier les salmonelles, raffolent des salades sous plastique.

Le phénomène a été décrié en 2016 par des scientifiques britanniques. Lors de la découpe, les feuilles endommagées libèrent un jus propice au développement des germes. Aucune incidence s'il

s'agit d'une laitue fraîche dégustée dans la foulée, mais, si la salade séjourne trop longtemps avec son jus dans le sachet, c'est le bouillon de culture assuré. Les chercheurs British ont ainsi montré qu'au bout de cinq jours les salmonelles se multipliaient 280 fois plus vite sur une salade emballée que sur une salade alternative tradi.

Dans son dernier hors-série (août-septembre 2024), « 60 Millions de consommateurs » a eu la bonne idée de rechercher les résidus chlorés dans les mâches et laitues mises en sachets. Résultat des courses : 20 % d'entre elles affichaient des restes de chlore. Ennuyeux pour les vitamines, qui supportent aussi mal la javel que l'atmosphère des sachets, composée d'azote et de dioxyde de carbone. Après huit jours sans oxygène, une salade perd 40 % de sa vitamine C.

Les analyses du magazine montrent, en outre, que les salades qui présentent le plus de résidus chlorés restent les plus chargées en pesticides. Au total, 80 % des mâches et laitues passées au crible par « 60 Millions de consommateurs » se sont révélées pesticides.

Et, là, il y a vraiment de quoi en faire une salade...



L'argument du 1 %

IL EST PASSÉ par ici, le repas sera par là : l'argument du 1 % est incroyable. Zemmour s'en est servi. Et Gaspard Proust. Et mille autres réchauffo-compatibles. Il tient en une phrase : la France n'est responsable que de 1 % des émissions mondiales de gaz carbonique, alors à quoi bon se décarcasser ? Culpabiliser les Français ? Leur demander de changer leurs habitudes ? Tout ça, c'est du vent. De l'écologie pu-ni-ti-ve. Et inutile.

Ces réchauffo-compatibles ont bien raison ! D'abord, ce chiffre de 1 % est surestimé. Le vrai chiffre est plus proche de 0,9 %. Certes, les écologistes diront qu'il ne tient pas compte des « émissions importées ». La France s'est beaucoup désindustrialisée. A énormément délocalisé. Elle achète massivement fringues, bagnoles, tomates (liste à compléter) à l'étranger. Et surtout en Chine... Produire et transporter tout cela génère beaucoup d'émissions de gaz à effet de serre. Si on les incorpore dans le calcul, les émissions françaises tournent autour de 1,5 %.

Et alors ? 1,5 %, c'est deux fois rien ! La Chine, c'est 29 % ! Les Etats-Unis, 11 % ! L'Inde, 7 % ! A eux de se serrer la ceinture (1) ! Logique, non ? Normal, d'ailleurs, que cette logique séduise tous ceux qui



CE FEU EST À NOUS SEULEMENT 1%. CA BRÛLE QUAND MÊME

émettent moins que nous. Notamment les 25 pays européens qui sont classés derrière nous. Même l'Allemagne, le seul pays qui nous devance, le plus gros émetteur européen avec près de 2 % des émissions mondiales, devrait se féliciter. 2 %, c'est si peu que pas !

Certes, au total, l'Europe produit autour de 6 % des émissions mondiales. C'est beaucoup ? Mais non, voyons : cinq fois moins que la Chine ! Quand elle proclame vouloir décarboner à grands frais son éco-

nomie, l'Europe se tire une balle dans le pied : ça l'affaiblit face à la concurrence chinoise. Normal qu'elle freine des quatre fers.

On entend les écologistes d'ici. Si l'Europe ne fait rien, arguent-ils, tous les pays sous-développés, qu'ils soient africains, sud-américains ou asiatiques, ne vont pas se gêner. Au lieu de suivre nos bons conseils (chers amis, développez-vous, mais de façon verte et vertueuse, et respectueuse de la planète), ils feront comme nous. S'industrialiseront à mort, déforesteront, détruiront leur biodiversité encore un peu plus que la nôtre. S'ils y mettent autant d'entrain que la Chine – qui n'a mis qu'une dizaine d'années pour doubler ses émissions de CO₂ –, le total mondial n'a pas fini de grimper. Et c'est d'ailleurs ce qu'il faut.

Les réchauffo-compatibles sont donc les seuls vrais réalistes. Et leur raisonnement, frappé au coin du bon sens, chacun de nous peut le reprendre à son compte. A quoi ça sert que, moi, individu lambda parmi 68 millions de Français, je fasse des efforts (rouler moins, manger moins de viande, s'interdire l'avion, trier ses déchets, etc.). Ça ne sert à rien. N'est-ce pas ?

Jean-Luc Porquet

(1) « La trajectoire chinoise vers la neutralité carbone en 2060 est crédible » (« Le Figaro », 1/3).

Le Cinéma

Emilia Perez

(En trans et au Mexique)

UN PARI FOU, risqué, audacieux, et dont la réussite est d'autant plus éclatante: Jacques Audiard a tourné en espagnol – une langue qu'il ne connaît pas –, et au sein de studios parisiens, une manière d'opéra mutant qui célèbre l'âme torturée du Mexique et qui esquisse même une utopie réconciliatrice. Une tragi-comédie musicale bouleversante à partir d'un sujet hors norme: l'histoire d'un chef de cartel mexicain tout-puissant – super narco et super viril – qui souhaite changer de sexe... non pas pour échapper à ses poursuivants mais parce qu'il se sent femme depuis toujours!

Ce film a bluffé le public pourtant blasé du Festival de Cannes et aurait mérité la Palme d'or. Mais, outre le prix du jury, il a obtenu le prix d'interprétation féminine, attribué collectivement à l'héroïne trans du film, la vibrante Espagnole Karla Sofia Gascón, ainsi qu'aux trois autres actrices principales: les stars américaines latinas Zoe Saldana et Selena Gomez, ainsi que la Mexicaine Adriana Paz, tout aussi brillantes et dansantes. Histoire de signifier qu'une trans est une femme au même titre que les autres.

Mettant en scène ce mafieux qui décide de devenir maître de son destin – aidé par une avocate qui lui donne le contrepoint et à l'insu de son épouse, qui se croit veuve –, cette œuvre singulière a la force de puiser dans des ressorts dramatiques éprouvés



depuis le théâtre grec: ignorance et reconaissance, aveuglement et retrouvailles. Et de toucher ainsi à l'universel, grâce, entre autres, aux chansons en apparence toutes simples écrites par la chanteuse Camille et par son complice compositeur Clément Ducol. Un modèle du (trans)genre... et du transnational! Auquel les journalistes mexicains présents à Cannes ont rendu un hommage ému.

David Fontaine

Les films qu'on peut voir cette semaine

Anzu, chat-fantôme

Karin, 10 ans, orpheline de mère, est laissée par son père, aimant mais instable, à la garde de son grand-père, moine dans une petite ville du Japon, qui charge son chat Anzu de surveiller du coin de l'œil cette gamine au caractère bien trempé.

Derrière son apparente désinvolture, cet étrange animal cache bien son jeu. Comprenant les tourments de la petite, le facétieux félin l'accompagne au royaume des morts pour qu'elle puisse revoir sa mère.

Une fois encore, l'animation japonaise s'attaque au thème du voyage initiatique qui permet de quitter les rives de l'enfance; une fois encore, c'est un succès.

Le film de Yoko Kuno et Nobuhiro Yamashita, très bien accueilli à Cannes et à Annecy, ne déçoit en rien. – A.-S. M.

Hijo de Sicario (Sujo)

« Fils de tueur à gages »: Sujo se retrouve orphelin à 4 ans, son père, Josué, ayant été abattu, de retour de l'école, après avoir lui-même descendu le fiston d'un autre malfrat. La vendetta retombe ensuite sur l'infortuné gamin. Peut-il, en grandissant, échapper à son destin de rejeton maudit?

Ce film des Mexicaines Astrid Rondero et Fernanda Valadez a remporté le grand prix lors des festivals de Sundance, aux Etats-Unis, et de Sofia, en Bulgarie. C'est un portrait sombre et parlant, voire attachant, mais qui ne sort pas toujours des ornières tracées ni des images convenues: ah! ce cheval qui se cabre et rue, comme notre impétueux héros; oh! cette providentielle universitaire au grand cœur... – D. F.

Girls Will Be Girls

C'est un thème abondamment traité, celui des tourments de l'adolescence, qu'a choisi la réalisatrice indienne Shuchi Talati pour son premier

long-métrage. Et, pourtant, aucune impression de déjà-vu, tant elle a pris garde d'éviter les clichés. Mira, qui effectue sa scolarité dans un pensionnat très strict des contreforts de l'Himalaya, se complait dans cet univers de normes et de compétition, jusqu'au jour où un petit grain de sable la fait dérailler. Il a pour nom Sri, une gueule d'ange et un discours détonnant.

La vie de Mira vrille, ses relations avec sa mère se tendent; c'est la seconde partie de ce film, tout en subtilité. On a hâte de voir la suite de l'œuvre de Shuchi Talati. – A.-S. M.

Les films qu'on peut voir ou revoir

Vivre

« Dès cet instant, il a commencé à vivre. » Atteint d'un cancer incurable, Kanji Watanabe sait que ses jours sont comptés. Comment donner un sens au temps qui lui reste? Déboussolé, ce vieux fonctionnaire enlgué dans la solitude et l'ennui s'initie d'abord, aux côtés d'un écrivain, à des plaisirs futiles... avant qu'une rencontre avec une jeune employée de son service le mène à l'illumination. Désormais, c'est à la création d'un parc pour enfants qu'il va consacrer ses derniers mois. Sorti en 1952, ce chef-d'œuvre intemporel du maître Akira Kurosawa (1910-1998), porté par un Takashi Shimura bouleversant de pudeur, dénonce l'humanité de la bureaucratie nipponne et célèbre en toute simplicité l'existence – les moyens de la connaître, l'espoir de la sublimer. – F. C.

Les Bas-Fonds

Cette adaptation d'une pièce de Gorki par Kurosawa est des plus sombres. Dans une sorte de fosse géante vit une bande de pauvres hères: un acteur qui s'est abîmé dans l'alcool, un joueur, un voleur, un samouraï déchu, un vieillard qui apaise les tensions en entretenant les illusions des uns et des autres. Les rares moments d'humanité entre ces emmurés vivants sont suivis d'instant de cruauté, de cynisme, d'égoïsme, et, dans ce lieu où suinte un désespoir absolu, aucune lumière n'entre jamais. Ce long-métrage de 1957 ne se réduit pas à une chronique sociale amère, car, à travers le personnage du vieillard, le maître japonais signe aussi un film très subtil sur le pouvoir du mensonge, indispensable à la cohésion des sociétés humaines. – A.-S. M.

Les Enfants de sainte Marguerite

d'Ante Tomić

IL Y A des jours comme ça... Selim, jeune et séduisant migrant syrien emporté par une vague au large de Split, reprend doucement ses esprits sur une plage. Son nom? La baie de la Tringlette, fréquentée par de braves estivants homosexuels. Bienvenue, mon gars!

Krste, le commandant de la police de l'île, voit l'incident d'un mauvais œil. Lui, tout ce qui l'intéresse, c'est d'ouvrir juste à temps, pour la fête de sainte Marguerite (figure locale protectrice de la fécondité), un fast-food spécialisé dans les *čevapčići*, délicate recette à base de viande hachée. Et tant pis si les premiers avis sont mitigés: « Krste, en un mot comme en cent (...), les čevapčići sont de la merde. » Pure fantaisie dalmate: des couples s'engueulent, des amants se cachent,

Lettres ou pas Lettres

J'ai mille ans dans mon âme

Dans "Jacaranda", Gaël Faye se fraie un chemin dans un Etat dévasté.

Petit pays, grand livre!

SES PARENTS se sont connus dans une piscine parisienne. Elle débarquait du Rwanda, il était maître-nageur et lui a appris à nager. Mais l'amour a bu la tasse. Après le divorce, la mère, installée en France, emmurée dans ses secrets, choisit une vie solitaire. Un jour, elle revient à la maison avec Claude, un gosse hagar qu'elle présente comme son « cousin ». Milan, le narrateur, le retrouvera plus tard au pays. Le faux cousin lui révèle: « Je ne suis pas le neveu de ta mère, je suis son frère (...). Et j'ai mille ans dans mon âme. »

Heureusement, il y a la grand-mère Eusébie pour guider le petit métis dans le « tortueux arbre généalogique ». La mère proteste auprès de Milan: « Je t'interdis de poser des questions à ma famille comme un enquêteur de police. » Il passe outre, il se renseigne, le livre s'écrit.

Et bien. Huit ans après l'épatant « Petit pays », Gaël Faye, qui est aussi auteur-compositeur-interprète à succès, réussit son pari: reprendre le même sujet mais en lui donnant plus d'ampleur. L'histoire de sa famille rwandaise est racontée sur cinq générations, non par un



enquêteur de police mais par un romancier doué, menant impeccablement son récit.

On le suit gamin, ado et enfin adulte installé au « quartier », entre tournées de bière et spéculations philosophiques avec un dénommé « Sartre ». Quand ses copains lui disent qu'il est « blanc », le métis proteste: « Je suis autant blanc que noir. » Les autres rigolent: « Et d'ailleurs ta mère est blanche (...), rien qu'à ses manières, sa démarche, ses habits, on sait très bien qu'elle est blanche. » Le « cousin » Claude ressurgit: il s'est rasé le crâne, où

apparaît la cicatrice d'un coup de machette. « Pour rappeler qui je suis », explique-t-il.

Restent les cicatrices intérieures, plus tenaces. Que faire de la soif de vengeance? Comment vivre à proximité d'un voisin qui a décimé votre famille? Milan apprend qu'avant les carnages de 1994 déclenchés par les extrémistes hutus, le Rwanda avait déjà subi des vagues de massacres anti-Tutsis en 1959, en 1961 et en 1963. Tutsis-Hutus: ce clivage est largement un héritage empoisonné du colonialisme belge, qui crut bon d'imposer la carte d'identité

« ethnique ». Après 1994, il fallut instaurer, comme en Afrique du Sud, des commissions de réconciliation, avec des procès sur les lieux mêmes des crimes. Et la vie continue...

En bonne chrétienne, la grand-mère a prénommé ses enfants Christelle, Christiane, Christian et Christine. Cette dernière, devenue femme à poigne, est surnommée « Madame Monsieur ». Et puis il y a la fragile Stella, qui soigne sa mélancolie dans les branches d'un jacaranda, arbre flamboyant aux fleurs mauves, couleur de deuil au Rwanda. Tout autour, la société change. « Le pays du lait et du miel, de la vache sacrée et du dieu Imana » est devenu le bon élève de la Banque mondiale; Kigali est décrite comme étant la « capitale la plus propre d'Afrique ». Une génération « post-ethnique » est décidée à briser le « cycle sans fin de la vengeance ». Les cités-dortoirs et les zones pavillonnaires ont poussé sur les gravats du « quartier ». Chez la grand-mère, un promoteur a fait couper le jacaranda.

Frédéric Pagès

● Grasset, 288 p., 20,90 €.

L'art de la fugue

Il neige sur le pianiste de Claudie Hunzinger

ELLE n'est plus toute jeune. Elle vit seule, dans une maison vosgienne aux allures de vaisseau spatial renversé, mais son « vieil amoureux », qui habite au bourg, monte souvent la voir. Il se tient dans l'ombre, la regarde « dormir à moitié » – elle, « sa Dulcinée rayonnante et flétrie ». Elle l'adore, bien sûr, mais quelque chose lui manque.

Et puis, un jour, un double éblouissement la frappe. Un homme, d'abord, un pianiste renommé, « un homme de l'Est » dont une amie lui a parlé. Ils se sont écrit, il a promis de « faire un saut », tantôt, entre deux tournées. Il arrive un matin d'hiver. Il voulait repartir le lendemain; une tempête de neige l'en empêche. Pas grave: il y a un Steinway à l'étage, « d'un noir tombé de l'infini ». Il attendra donc. L'hôtesse jubile, célèbre « la merveille d'avoir sous [son] toit une sorte d'animal fabuleux en lien direct avec l'univers des sons ». Dix jours durant, elle va tenter de percer le mystère de sa musique, de sa présence. Romance tardive? Non, c'est plus profond, plus

essentiel: une fugue. Ces deux-là se retrouvent là où la vie se passe de mots – entre les lignes de ce conte féérique.

Dans un temps plus étiré, un autre miracle éclot, « une sombre aventure enchantée ». Un jeune bandit se manifeste, « un extraordinaire petit renard », à qui elle laisse de la nourriture, qu'elle attire à elle, pas à pas. Cette histoire-là est le miroir symbolique de l'autre, qui l'explique et l'enrichit. D'approvisionnement, ici, il ne s'agit pas de question. C'est seulement une rencontre – deux âmes mises en présence – d'autant plus belle qu'elle ne veut rien, n'appelle à rien, ne débouchera sur rien. Car, entre l'animal et l'homme, la civilisation se dresse, ainsi que le langage, barrière infranchissable. La seule issue? Rendre à l'autre sa liberté, l'acte d'amour ultime. « Ne reviens pas. Ne traîne pas de notre côté. Taille-toi. Nous nous sommes appréciés, mais taille-toi maintenant. »

Le pianiste, lui aussi, s'en retourne. La solitude reprend ses aises, avec ses pieds glacés et son bagage de silence. Ecrire, de nouveau? « La nuit était là. (...) C'était l'heure des prodiges. »

Fabrice Colin

● Grasset, 224 p., 20 €.

LES INSOUMIS AU TRAVAIL



La petite évasion

Les Derniers sur la liste

de Grégory Cingal

DANS quelques jours, Paris sera libéré. Un dernier convoi part de la gare de l'Est vers Buchenwald. A bord des wagons plombés, 37 officiers de renseignement alliés, parmi lesquels deux Britanniques (Forest Yeo-Thomas et Harry Peulevé) et un Français, Stéphane Hessel. Trois semaines après leur arrivée au camp, 16 d'entre eux sont pendus.

Vu la folie meurtrière nazie, les autres ne vont pas tarder à suivre. Avec les forces clandestines du camp, Yeo-Thomas, l'homme des missions impossibles, organise son évasion et celle de deux autres officiers choisis par ses soins. Dont Hessel, alors jeune lieutenant de 26 ans, qui, cinquante ans plus tard, s'interrogera encore: « Pourquoi moi? »

Au block 46, des médecins mués en professionnels du crime se servent de cobayes humains pour expérimenter un vaccin contre le typhus. Les décès se multiplient. L'idée des résistants est simple: faire sortir du camp, à la place de trois morts, le

trio bien vivant entre quatre planches de hêtre.

Cette folle histoire est vraie de la première à la dernière ligne. Sur la couverture, il est pourtant écrit « roman ». Car son auteur a mis en scène ce drame où se côtoient héros et salauds de la pire espèce. Cette reconstitution minutieuse, presque jour par jour, renseigne aussi sur la vie – ou plutôt ce qu'il en reste – à Buchenwald: son bordel, son chenil, son manège à chevaux, ses trafics, ses kapos, ses triangles rouges (les communistes) contre les verts (les criminels). Au détour des pages, on croise Jorge Semprun ou Léon Blum, assigné à un pavillon de chasse, à l'extrémité ouest du camp. « Il ignore tout de ce qui se trame au-delà de l'épaisse palissade. Seule lui parvient, certains soirs par les fenêtres ouvertes, une étrange odeur qui l'obsède. Une odeur de brûlé. »

Pour écrire ce récit vrai, Grégory Cingal, archiviste de profession, a tout lu, tout réuni sur le sujet. Le résultat est haletant, passionnant, bouleversant.

Didier Hassoux

● Grasset, 320 p., 22,50 €.

LE PREMIER MINISTRE INDIEN, NARENDRA MODI, RENCONTRE ZELENSKY EN UKRAINE



La Vie aux Chapitres

des malentendus s'enchaînent, un prêtre incroyant promet mille merveilles à des couples infertiles, un baudet braie chaque fois que des habitants font « la chose »... Elle s'annonce gratinée, cette fête religieuse avec fanfare hurlante, bière à volonté et profusion de « corps en sueur »!

Tendre et réjouissant, ce petit roman rabelaisien est une ode aux plaisirs (et aux surprises) de la vie. Y a pas de mal à se faire du bien.

F. C.

● Editions Noir sur Blanc, 176 p., 20,50 €, traduit du croate par Marko Despot.

Revenir Raconter

d'Isabelle Cohen

EN VOYANT que le mot « Auschwitz » s'étend de A à Z, Isabelle Cohen a l'idée de créer un abécédaire pour retracer le parcours de sa mère, Marie-Elisa

Cohen-Nordmann (1910-1993). Résistante communiste, survivante des camps de la mort, celle-ci a consacré sa vie à préserver la mémoire de la Shoah.

Chaque lettre de l'alphabet imaginé par sa fille relève à la fois du témoignage, du récit épistolaire et de la poésie pour revenir sur l'existence et les combats de cette chimiste de formation proche de Frédéric Joliot-Curie. On la découvre aux côtés de ses camarades résistantes, comme Charlotte Delbo, preuve de la solidarité inébranlable des déportés, tant pendant leur captivité qu'après leur retour.

Mais ce livre est bien plus qu'un portrait: il nous plonge au cœur de la vie des enfants de rescapés, marqués à jamais par le courage de leurs parents et portant en eux les échos du passé. Il dévoile aussi des moments de sérénité et de tendresse infinie.

M. P.

● Verdier, 336 p., 21,50 €.

DONALD TRUMP FAIT SON RETOUR SUR LE RÉSEAU SOCIAL X



POUR TIKTOK, les emmerdes volent en escadrille. Bruxelles a déjà contraint le réseau social chinois à renoncer à récompenser ses utilisateurs les plus accros par des bons d'achat, les États-Unis le menacent d'interdiction sur leur territoire, et voilà maintenant qu'il se retrouve dans le viseur de Bercy.

Motif? Sa filiale française aurait artificiellement minoré ses résultats (seulement 4,8 millions d'euros de bénéfice net en 2023, pour 63,6 millions de chiffre d'affaires), histoire de payer moins d'impôts (« L'Informé », 13/8). Un contrôle fiscal a été déclenché.

Tic-tac...

TOUJOURS dans le tabernacle de Bolloré avant de tomber (bientôt) dans l'escarcelle de Bernard Arnault, « Paris Match » a sorti, pour le 15-Août, un numéro dégoulinant d'eau bénite. En couverture: une grande photo de la Sainte Vierge, sobrement titrée « Marie de la Terre au Ciel », et huit pages confites de dévotion rédigées par des journalistes de « France catholique », un hebdo aussi pieux que réac détenu par le milliardaire breton. Aymeric Pourbaix, directeur de ce périodique, s'est ainsi fendu d'une longue homélie à la gloire de « Marie Superstar ». Sur CNews, où il anime « En quête d'esprit », ce dévot plumitif avait, au printemps dernier, qualifié l'IVG de « première cause de mortalité dans le monde ».

De quoi mettre en extase mystique l'actuel proprio de « Paris Match »...

CROWDTANGLE ne répond plus, et Meta va devoir s'en expliquer à Bruxelles. Débranché depuis le 14 août par le proprio d'Instagram et de Facebook, ce logiciel avait pourtant fait ses preuves en matière de détection des campagnes de manipulation gangrenant les réseaux. Lors des élections de 2019 en Louisiane, CrowdTangle avait ainsi permis de repérer certaines intox, comme la diffusion de faux horaires d'ouverture de bureaux de vote.

Une grosse ficelle qui ne demande qu'à resservir...

Le Canard enchaîné
01.42.60.31.36
redaction@lecanardenchaîne.fr
173, rue Saint-Honoré - 75001 Paris
www.lecanardenchaîne.fr

SAS Les Éditions Maréchal - Le Canard enchaîné
Capital : 100 000 € (durée : 99 ans)

Président,
directeur de la publication :
Erik EMPATAZ
Administrateur délégué :
Hervé LIFFRAN
Principaux associés :
Erik EMPATAZ, Hervé LIFFRAN,
Jean-François JULLIARD,
Odile BENYAHIA-KOUIDER,
Jean-Michel THÉNARD
et des salariés du journal.
Directeur de la rédaction :
Jean-François JULLIARD.
Rédacteur en chef :
Jean-Michel THÉNARD.

Fondateurs :
Maurice et Jeanne MARÉCHAL.
Anciens directeurs :
R. TRÉNO, André RIBAUD,
Michel GAILLARD, Nicolas BRIMO.

Impression : P.O.P., Paris - Midi Print,
Gallargues, C.I.L.A., Heric, Nancy-Print.
Diffusion : France Messagerie.

N° CPPAP : 0128 C 82612 - ISSN 0008-5405

Les manuscrits et documents
non utilisés ne sont pas restitués.

abonnements
01.42.60.75.16
abonnements@lecanardenchaîne.com

Sur notre site :
www.lecanardenchaîne.fr

Par courrier :
45, avenue du Général-Leclerc
60643 Chantilly Cedex

FRANCE MÉTROPOLITAINE 1AN

- Formule papier 68 €
- Formule numérique* 58 €
- Formule papier + numérique* 84 €
- Formule intégrale* 106 €

*Édition numérique disponible
dès le mardi 21 h.

POUR LES AUTRES PAYS
Nous consulter ou rubrique
FAQ sur notre site



La Boîte aux Images

Fils digne

« SHIRIN, c'est mon bras droit, c'est mon couteau suisse », sourit Rouhollah Zam. « Shirin? Tu règles ça et tu me rappelles, d'accord? » Même Mahsa se demande ce que son mari deviendrait sans cette collaboratrice attentionnée qui l'appelle « frangin ».

Rouhollah Zam est iranien, farouche opposant aux ayatollahs, malgré un père mollah qui lui a donné le prénom de Khomeyni. Journaliste indépendant, emprisonné à la suite des manifestations de 2017 puis réfugié à Montauban, il anime AmadNews, une petite chaîne d'opposition sur Telegram. Une pièce, un bureau, un ordinateur et Shirin pour s'occuper de tout. C'est elle, notamment, qui gère les contacts avec les autres opposants en exil et trie les informations secrètes venues d'Iran.

Piège à la chaîne

Iranienne exilée en Suède, la réalisatrice Nahid Persson Sarvestani a voulu en savoir plus sur ce fils de haut dignitaire passé à « l'ennemi », éditorialiste sans aucun moyen qui ose dénoncer, avec le matériel sommaire d'un internaute amateur, « la dictature corrompue d'Iran qui répand la semence du chaos, de la mort et de la destruction ».

Mais, avant de suivre ce film terrifiant, il va falloir lui faire grâce de sa forme. L'« incarnation » étant un travers journalistique établi, lorsque l'enquêteur et son sujet ne font qu'un, il faut accepter que la réalisatrice use de la première personne du singulier – « Je commence à douter » –, se mette en scène au lit en train de consulter ses mails ou, candidate, demande à un opposant si son pistolet est chargé.

Oublier tout cela, d'autant que le frère de cette documentariste a été exécuté par les

mollahs et qu'elle-même sera menacée de mort pendant le tournage de ce film, présenté comme une illustration glauque des complots ourdis par l'Iran.

Grâce à Nahid Persson Sarvestani, nous voilà donc dans l'intimité d'un journaliste rieur et bon vivant. Sa vie d'exilé, ses émissions, les policiers français qui le protègent, ses enfants et Shirin qui veille.

Le 11 mars 2019, la télévision d'Etat iranienne diffuse un documentaire à charge contre Rouhollah Zam, fait de montage de vidéos et de conversations Zoom volées. Il moque ses collaborateurs : « Ce sont des amateurs. » L'opposition iranienne : « Ils sont à ma merci. » Même Ali Javanmardi, collègue journaliste qui a lancé une télé dans le Kurdistan irakien, est malmené. Zam avait des ambitions, les mollahs le caricaturent en mégalomane prétentieux.

Effets recherchés par l'Iran? Diviser les adversaires du régime. But atteint. Isoler l'opposant. Réussite complète. Ne restait plus qu'à provoquer son orgueil blessé pour le pousser à la faute.

Shirin recommande à son « frangin » un investisseur qui accepte de financer sa chaîne de télévision. Seule condition : le projet doit être finalisé en Irak. Ses amis et la police française le mettent en garde. Il n'écoute personne. Il veut son studio, son matériel, un audimat, coûte que coûte. C'était un piège.

Rouhollah Zam a été livré aux mollahs par les Irakiens. Condamné à mort, il a été pendu le 12 décembre 2020, à l'âge de 42 ans. Tandis que la dévouée Shirin Najafi a remis son voile noir, dans les bureaux des Gardiens de la révolution islamique.

Sorj Chalandon

- Le Piège – Exécution du fils d'un mollah », de Nahid Persson Sarvestani, le 27/8 à 22h30 sur Arte.

A travers la Pièce déchainée

La tête comme un ballon

Dans « La Dépêche » (6/8), à propos de Trump : « Ses fidèles le voient comme un Messi. »

Un messie qui n'en a rien à foot de la démocratie...

Gare aux pépins !

Dans « Le Dauphiné libéré » (12/8) : « Si Xavier Bertrand incarne le centre droit, Bernard Cazeneuve est une figue du centre gauche. »

Sur l'album de la Comtesse

LES JEUX EN DIX QUESTIONS?

LU: « Jeux à quitter. » – « Jeux manqués. » – « Jeux de nantis: polo et roulette? » – « Jeux de curés. » – « Des Jeux sanitaires. » – « Des convives dîneront en parlant des Jeux. » – « On a vu les Jeux d'athlètes déchainés. » – « Jeux pour tous les camps sauf un Qatar sans grandeur. » – « Une poste utile transporte des colis-Jeux. »

LECTEURS: « Delon et nous » – « Début d'accord. » – « Ce Bompard est un dieu. » – « Il faut compter jusqu'aux Trogneux. » – « Les vignes souffrent. » – « Vue inique sur des pâles sots. » – « Deux cures. » – « Helice à pâtés. » – « Lubies dans la zone. » – « Cette Chinoise goûte fort les fibres. » – « Au cœur des dons. » Gare aux dons des barbares!

LU: « La marée chasse les piafs. » – « Trop d'eau dans le Cher, hier! » – « Ces baigneuses causent mal quand des trouillards leur emboîtent le pas! » – « Maillons coûteux. » – « Galoches et loteries. » – « Des Turcs luttent sans mission. » – « Ce Piatat est plein de morgon. » – « Les fous des trams. » – « L'édito d'éclopées. »

Réponse de cette figure politique : « Pour Matignon, je suis mûr. »

Pas au courant

Dans « Le Parisien » (9/8) : « Un cathéter avait également été sectionné entre la gare Montparnasse et Vanves. »

Manque de veine, il s'agissait d'une caténaire.

Rue des Pêches Rides

Aperçu dans « Ouest France » (16/8) :

« A l'arrivée des secours, vers 17 h 10, la victime s'accrochait à un poteau, sous une estacade du quai de la Posse, au niveau du ponton Belem. La femme a été laissée sur place. »

Sous leurs applaudissements?

Prélevé sur le site de « La Dépêche » (13/8) :

« Un randonneur mordu par une vipère en pleine sieste. »

Encore un titre ronflant!

Piqué sur le site de « Ouest France » (16/8) :

« Grèce. Accusées d'impréparation face aux incendies, les autorités sous le feu des critiques. »

Certaines auraient été généreusement arrosées.

Comme son nom l'indique

Dans « Vosges Matin » (29/7) : « Nathalie Parent, psychologue, auteure, conférencière, spécialiste des questions de parentalité. »

Prises de Bec

Gabriel Attal

Calimero se rebiffe

Le Premier ministre démissionnaire, qui n'a pas digéré la dissolution, est pressé de quitter son poste. Et surtout la compagnie de Macron, qu'il ne supporte plus...

A L'ÉLYSÉE, on l'a d'abord surnommé « TPMG », comme « Tout pour ma gueule ». Puis, après la dissolution, ce fut « Calimero », tant le Premier ministre montrait, par un visage ostensiblement fermé, sa désapprobation et se posait en victime d'un mauvais coup. « J'ai pris un autobus dans la figure avec sa dissolution préparée dans mon dos avec certains de mes ministres », se plaint-il aujourd'hui. Gabriel Attal est resté muet dans les heures qui ont suivi l'annonce du chef de l'Etat.

Un silence inhabituel, car le jeunot de 35 ans a derrière lui une carrière de porte-parole – du parti, d'abord, puis du gouvernement, et toujours de lui-même. Il a brillé avant tout par son faire-savoir partout où il est passé – rarement plus de six mois au même poste, mais tout de même près de deux ans dans ses fonctions de porte-parole de l'équipe Castex. « Nous savions que c'était un bon communicant, concède-t-on à l'Elysée, avant de balancer cette vacherie : mais ce n'était pas quelqu'un qui était habitué aux affaires de l'Etat. »

Passé les premières heures de sidération, Attal s'est vite ressaisi. Lui qui expliquait, deux semaines auparavant, que, « le défi d'un Premier ministre, c'est de conjuguer la gestion des crises et la projection sur le temps long » (« La Tribune Dimanche », 26/5), s'est retrouvé scotché au temps court avec la fin de son bail à Matignon et à gérer la mégacrise provoquée par Macron.

La course aux médailles

Aujourd'hui, les ponts sont rompus entre les deux hommes, qui ne se parlent plus, sauf quand les exigences de leurs fonctions l'imposent. Pendant les Jeux olympiques, ils se sont soigneusement évités, tout en se poussant du coude pour prendre la pose aux côtés des champions français. « Dès qu'il y a une médaille, il est là », grinçait Sylvain Maillard, qui a dû lui céder la présidence du groupe parlementaire. Quand Attal et Macron se sont retrouvés, le 12 août, pour un hom-



gnon ne cessait de ruminer sur le thème « heureusement qu'on est là pour rattraper leurs bêtises ». Celles de leurs homologues de l'Elysée, bien entendu...

Ces agaceries réciproques se sont muées en divergences stratégiques après la dissolution. Pendant la campagne des législatives, le Premier ministre a suspendu la réforme de l'assurance-chômage sans en avertir le Château. « Ça nous a d'autant plus surpris, grince un conseiller de Macron, qu'il avait passé son temps à dire combien il tenait à cette réforme... »

Trésor de naguère

Attal fait d'ailleurs tout pour ne pas pointer lui-même au chômage. Sitôt l'Assemblée élue, il s'est appliqué à retrouver du boulot. Il lui a suffi de traverser la rue qui mène de Matignon au Palais-Bourbon. Contre l'avis de Macron, qui plaiderait pour une direction collégiale et lui conseillait de prendre à l'automne la tête du parti, il s'est fait élire président du groupe parlementaire.

En réalité, décrypte un conseiller, « Attal a préféré le groupe, d'abord pour ménager Stéphane Séjourné (le patron de Renaissance) et, surtout, quand il a appris que la secrétaire générale du groupe avait fait beaucoup d'économies ». La révélation de ce trésor de guerre de plusieurs millions d'euros a fait tiquer les députés sortants, à qui l'on avait mégoté une aide pour leur campagne.

A la fin de l'année dernière, quand tout allait bien pour Attal, alors ministre de l'Education nationale, un chef de parti lui prédisait : « Si tu réussis, tout te sera permis. » L'encore Premier ministre devrait se méfier de ce genre de prédiction : ce chef de parti s'appelait Eric Ciotti.

Bruno Dive



ALLEGRO CANARDO

Monty Alexander, empereur de Jamaïque

(Full Monty)

DÈS les premières notes de la version jazz de « King Tubby Meets Rockers Uptown », un classique du reggae, les spectateurs du New Morning, à Paris, s'enthousiasment. Monty Alexander, c'est Monsieur 100 000 Volts! Avec ce pianiste aux commandes, il y a, d'un côté, le swing endiablé du jazz et, de l'autre, les rythmes envoûtants de la Jamaïque, son île natale.

Il aurait pu devenir le roi du ska, ce précurseur du reggae et du rocksteady, puis suivre les pas de son compatriote Bob Marley dans le reggae. Mais il a choisi de tracer son propre chemin. Dès son arrivée à Miami, en 1961, à seulement 17 ans, il n'a cessé de graver les sommets du jazz, côtoyant les étoiles de la musique afro-américaine.

Sur scène, le pianiste trône au centre. A sa gauche, le contrebassiste tout-terrain Luke Sellick et, derrière, le batteur ultra-solide Jason Brown. Dans cette configuration, leurs regards sont fixés sur les doigts de Monty, qui jouent à 400 à l'heure, prêts à suivre chaque virage de ses folles improvisations.

D'ordinaire, les jazzmans utilisent les standards comme des rampes de

lancement. Avec Monty, c'est un autre genre de voyage. Chaque morceau est lié à son histoire. « Night Mist Blues » puise dans le boogie-woogie de son



enfance. Puis, clin d'œil à « James Bond contre Dr. No » – le film a été tourné en Jamaïque –, il réinvente le fameux générique avec une bonne dose de ska, de musique traditionnelle jamaïcaine, de jazz et de R'n'B.

Le pianiste déploie une palette de jeu aussi flamboyante qu'inventive : swing débridé, groove entraînants, harmonies à la Debussy, citations en cascade et humour tendre. Le tout servi avec classe.

Entre deux titres, il partage des anecdotes : ses débuts, à 14 ans, les disques de ska qu'il a enregistrés tout jeune, son premier passage à Paris. Il pourrait nous en raconter plein d'autres. Comment Nat King Cole a changé sa vie ou comment Sinatra lui a mis le pied à l'étrier...

Monty Alexander fera escale au Nice Jazz Festival. Qui sait, James Bond y fera peut-être une apparition!

Mathieu Perez

● Au Nice Jazz Festival, le 22/8. A écouter : son nouvel album, « D-Day » (Pewee), et le podcast « La Jamaïque avant Bob Marley », de Florian Royer, sur le site de Radio France.

Les Kapsber'girls, baroque'n'roll !

(Chansons à voir)

C E POURRAIT ÊTRE le nom d'un groupe de pop-rock, mais détrompez-vous! Avec les Kapsber'girls – en référence au compositeur vénitien J. H. Kapsberger (1580-1651) –, c'est bien le répertoire baroque qui est à l'honneur. Pas les tubes mille fois ressasés de Vivaldi ou de Haendel, mais des œuvres totalement tombées dans l'oubli.

Dans une église de Louvain bien remplie (où, pendant un concert de midi à 8 euros la place, bravo les Belges!), les quatre musiciennes donnent à entendre des pièces de Naudé, Bousset ou encore Pinel. Des inconnus au bataillon qui ont en commun d'avoir écrit au XVIII^e siècle des « brunettes », joli terme désignant des airs légers, romances d'amour et chansons à boire. Les Kaps-

ber'girls transforment cette musique d'apparence mineure en véritables petits bijoux. Leur recette? Des voix expressives et proches du

texte, dont les ornements sont à se pâmer (les sopranos Alice Duport-Percier et Gabrielle Varbetian), et des parties instrumentales diablement

colorées et vivantes (Albane Imbs au luth et à la guitare, Garance Boizot à la viole de gambe). Ensemble, elles créent des ambiances théâtrales et s'offrent de joyeuses libertés. Les voix prennent des airs canailles, se faisant même nasales ou simplement parlées, et les instruments n'hésitent pas à sortir de leur carcan : les riffs de guitare baroque et les bourdons de viole de gambe auraient de quoi rendre jaloux bien des groupes de funk.

Comme quoi les « brunettes » ne comptent pas pour des prunettes!

Norbert von Kanarajan

● Au Festival Midis-Minimes, à Louvain (Belgique), jusqu'au 30/8; au Festival de Sablé, à Sablé-sur-Sarthe, le 24/8; au Festival de La Chaise-Dieu, à Saint-Paulien, le 26/8; et aux Instantanés baroques du Lot, à Alviagnac, le 8/9.





Il réclame
55 millions d'euros
au PSG
Pour Kylian
Mbappé...

Le Canard enchaîné

... Paris est une dette !



Directeur : Erik EMPYAZ.

La liberté de la presse ne s'use que quand on ne s'en sert pas.

Rédacteur en chef : Jean-Michel THÉNARD.

VITE DIT !



POUR CONTRER la pénétration des troupes ukrainiennes dans la région de Koursk – où celles-ci semblent dorénavant bien installées –, Poutine ne fait pas confiance à sa propre armée régulière. Il a confié la riposte au FSB, c'est-à-dire aux services de sécurité, coordonnés sur le terrain non pas par un militaire mais par Alexei Dioumine.

Ce proche du Président, sans compétence militaire particulière, a néanmoins d'excellentes références : il a servi comme garde du corps auprès de Poutine.

Si les Ukrainiens poussent jusqu'au Kremlin, il saura au moins faire rempart de son corps.

PAS BESOIN de consulter de savantes statistiques pour mesurer la disparition massive des insectes. Il suffit aux automobilistes d'inspecter leur pare-brise pour constater qu'il est de moins en moins constellé de petites bestioles. Ce que « Libération » (17/8) appelle l'« effet pare-brise ».

C'est le nouveau jeu de l'été : compter les mouches écrasées et, si la vitre est plus sale que l'an dernier, se réjouir du retour des insectes.



« ... ET JE PRENAIS SA PLACE ! »

LES JO n'ont pas fait le bonheur des libraires parisiens. Selon « Livres Hebdo », « entre restrictions de circulation et départ massif des habitants de la capitale », leur chiffre d'affaires a baissé d'environ 11 %. Pourtant, Pierre de Coubertin avait remporté – sous pseudonyme – la médaille d'or de littérature aux Jeux de Stockholm, en 1912, pour son « Ode au sport ».

Une solution pour aider les libraires : remettre une épreuve de littérature au programme olympique.

EN CORÉE du Nord, il est défendu de ressembler à Kim Ju-ae, la fille du dictateur Kim Jong-un. Les autorités ont organisé une conférence télévisée pour interdire la « coiffure du coq » (une partie des cheveux attachés au-dessus de la tête) et les « vêtements révélant la peau », souvent arborés par la jeune fille, rapporte Radio Free Asia (« L'Opinion », 18/8).

Selon la radio, financée par les États-Unis, les contrevenantes risquent « jusqu'à six mois de travaux forcés ou de rééducation en prison ». Une peine à la hauteur du crime, puisque imiter la jeune fille, âgée d'une douzaine d'années et souvent présentée comme une possible successeur de son père, est un « phénomène antisocialiste ayant un impact négatif sur la société », précise la télé nord-coréenne. Déjà, en février 2023, les parents d'enfants portant le même prénom (Ju-ae) avaient été convoqués par les autorités afin qu'ils leur en attribuent un autre.

La fille unique de Kim Jong-un doit vraiment le rester...

LE TICKET DÉMOCRATE INQUIÈTE DONALD TRUMP



Allô, Gaby ? Ici Loulou !

L EST VACHEMENT content de lui, Louis Boyard ! Le député Insoumis du Val-de-Marne le trompette sur TikTok (19/8) : il a réussi à obtenir le numéro de téléphone de Gabriel Attal. Bigre ! « Et, assure Loulou à ses 1,1 million d'abonnés, ça va nous être utile. » Pourquoi donc ? Parce que les élèves des lycées professionnels qui ont suivi des stages en entreprise cet

été n'ont pas encore perçu la rémunération promise par le gouvernement.

Le phare de la pensée Insoumise propose donc aux déçus de lui envoyer un message, qu'il relatera par SMS au Premier ministre. Petit sourire narquois, veste de sport, Boyard biche : « On va le dégager, mais, en attendant, qu'il tienne sa promesse », dit-il à propos de

Le foot, zone de non-droits

JAMAIS CONTENTS, ces supporters de foot ! Ils râlent toujours contre l'arbitre, mais voilà qu'ils s'en prennent aussi, désormais, aux chaînes de télé diffusant les matchs. Prenez la plateforme britannique DAZN, qui, contre 400 millions d'euros en moyenne par saison, diffuse huit matchs chaque semaine, le neuvième étant visible sur beIN Sports. A peine lancée, elle a ramassé une volée de bois vert !

Pourtant, tout roule. Le tarif ? C'est cadeau ! Comptez 45 euros par mois pour voir tous les matchs, 75 euros en ajoutant les coupes d'Europe sur Canal Plus. La qualité de la production ? Aux petits oignons ! Pour certains matchs moyennement intéressants, les commentateurs ne seront même plus au stade, ils officieront d'une cabine à Paris, et sans même un consultant à leurs côtés. Les multiplex – la diffusion de plusieurs matchs en même temps ? Y en a plus ! Un spectacle de qualité, alors ? Bof... La tête de gondole

Mbappé est partie exercer en Espagne, aucune star mondiale n'est arrivée.

La notoriété de DAZN, qui se veut le « Netflix du sport », est désormais au zénith. Un appel au boycott a été lancé sur les réseaux sociaux par des passionnés exaspérés d'être pris pour des vaches à lait. Des petits malins se sont organisés : on ne resquille plus au stade mais directement de son canapé ! Pour le premier choc de la saison, Le Havre contre Paris,

200 000 spectateurs au moins s'étaient postés devant Telegram, du jamais-vu. Les abonnements à l'IPTV – des canaux pirates détenus par des groupes mafieux – explosent, au point de faire cauchemarder tous les diffuseurs officiels. Et ne comptez pas aller voir les matchs au bistrot : les cafetiers, eux, doivent raquer 199 euros par mois pour diffuser la Ligue 1, dont cinq matchs ont lieu le dimanche, jour de fermeture.

Et ces supporters qui osent encore râler... P. L.

En peine lucarne

Paul Watson harponné par les Japonais

LA JUSTICE NIPPONNE, on en redemande ! Le défenseur des baleines Paul Watson est toujours au frais au Groenland – au moins jusqu'au 5 septembre, en attendant d'être extradé ou pas vers le Japon. Tokyo le veut pour le jeter au trou à vie. Motif : mise en danger de la vie des pêcheurs. En réalité, les Japonais lui reprochent d'avoir dénoncé depuis des années, par des ac-

tions parfois spectaculaires, la chasse à la baleine, bannie presque partout dans le monde.

L'activiste de 73 ans, fondateur de l'ONG Sea Shepherd, parle de « preuves falsifiées » par les magistrats nippons pour pouvoir le mettre à l'ombre (« Le Parisien », 19/8). Et ce qu'il raconte fait froid dans le dos : « L'ensemble du dossier repose sur le seul témoignage d'une personne qui, sous la torture après deux mois d'isolement dans une prison au Japon, a fait un accord secret avec le procureur japonais. Cette personne s'est rétractée par la suite, avouant avoir menti pour sortir de prison. » Il y a quatorze ans de cela ! Mais, ça, tout le monde s'en cogne. Même Interpol, qui a émis et maintenu envers et contre tout une « notice rouge » (mandat d'arrêt international) à l'encontre de Watson. Tout dépend désormais des juges danois (compétents au Groenland), qui peuvent décider de son extradition.

Mais il y a un gros hic : Paul Watson a des relations plutôt compliquées avec le Danemark, qu'il accuse de « massacrer des familles entières de dauphins » aux îles Féroé. Le filet a du mal à se desserrer... M. B.

LA SUCCESSION DELON COMMENCE



Delon effrayé par un « Canard »

« LE SAMOURAÏ » n'avait peur de personne... sauf du « Canard ». En témoigne l'histoire de la plainte en diffamation qu'il dépose contre le Volatile en novembre 1975. Quelques semaines auparavant, celui-ci a publié une longue enquête sur l'affaire Markovic, dans laquelle la vedette, connue pour sa fréquentation assidue et revendiquée des truands (et des flics), s'était retrouvée plus qu'impliquée.

Bref rappel. Le 1^{er} octobre 1968, Stevan Markovic, garde du corps d'Alain Delon, est retrouvé mort dans une décharge avec une balle dans le crâne. L'homme, au casier judiciaire bien chargé, a eu une liaison avec Nathalie Delon, la femme de l'acteur. Il a laissé des lettres où il dit craindre pour sa vie et désigne « Alain Delon, sa famille et son associé Marcantoni » s'il lui « arriv[ait] » quelque



Delon croqué en « Beauf » par Cabu (« Le Canard », 7/1/98).

chose ». Delon est entendu par la police.

Le fait divers se transforme rapidement en affaire d'Etat et en complot politique. Des photos grossièrement truquées circulent, qui mettent en cause Georges Pompidou (dont le nom figure très souvent sur les carnets de rendez-vous d'Alain Delon) et sa femme. L'instruction n'en finit pas.

Des auditions, des confrontations et des expertises par milliers. Sept ans après le début de l'enquête judiciaire, « Le Canard » fait le point en publiant, notamment, des extraits d'un réquisitoire du procureur de la République de Versailles... Et c'est cet article que Delon juge diffamatoire.

Jouant les outragés, il clame qu'il va confondre ses adversaires et les tailler en pièces. Il déclare même à « France Dimanche » qu'il doit laver son honneur pour que son fils n'ait « pas à rougir de son père ». Droit dans ses palmes, « Le Canard » propose alors d'établir la preuve des faits à l'audience publique. Huit mois plus tard, le 27 juillet 1976 – soit avant que ladite audience publique se tienne –, le Samouraï se désiste purement et simplement de sa plainte. Faute de plaignant, le procureur ordonne logiquement un non-lieu. Delon est condamné aux dépens. Il n'y a pas eu de match retour... J. C.

Tschüss, les canons !

DRÔLE de moment pour tirer l'échelle ! Alors que les troupes ukrainiennes mènent une contre-offensive risquée dans la région de Koursk, le gouvernement allemand a décidé de donner un sacré coup de frein à son aide militaire en faveur de Kiev (« Le Figaro », 19/8). Les dons d'armement ont fait les frais des arbitrages budgétaires entre les partenaires de la coalition gouvernementale d'Olaf Scholz. En mauvaise posture dans les sondages, ce dernier redoute de perdre, début septembre, les élections régionales en Saxe et en Thuringe.

Pour calmer les électeurs, il entend désormais se présenter comme le « chancelier de la paix ». Ce qui ne l'a pas empêché de passer commande de 600 missiles Patriot aux Américains (« Les Echos », 16/8), pour la modique somme de 5 milliards de dollars... Première coupe pour les Ukrainiens : le ministre des Finances, le libéral Christian Lindner, a refusé le financement d'un système de défense anti-aérien Iris-T supplémentaire. Pour Kiev, le pire est à venir. Zelensky devra se contenter, en 2025, d'un budget de 4 milliards d'euros, divisé par deux par rapport à celui de 2024. Et la réduction devrait continuer, avec seulement 3 milliards en 2026, puis un demi-milliard en 2027 et en 2028. Et, après, c'est peau de balle !

La Suisse va-t-elle jeter la légendaire neutralité au panier ? Un rapport « explosif » rédigé par un groupe d'experts serait, à en croire « Le Monde » (20/8), sur le bureau de Viola Amherd, la présidente de la Confédération, par ailleurs ministre de la Défense. Les experts y font remarquer que « la Russie n'a jusqu'à présent jamais attaqué que des pays non membres de l'Otan ». Et qu'il serait donc sage que Bern se rapproche de l'Alliance atlantique, par exemple lors de manœuvres communes...

Pendant la dernière guerre mondiale, Hitler, qui qualifiait la Suisse de « branche égarée du peuple allemand », avait renoncé à l'envahir. Poutine osera-t-il, lui ?

LE DÉFENSEUR DES BALEINES POURCHASSÉ PAR LE JAPON



100 histoires d'ultrariches



VITE DIT !



AL'OCCASION du 79^e anniversaire de l'indépendance de l'Indonésie, le chef de l'Etat, Joko Widodo, a inauguré son palais présidentiel en pleine jungle, à Nusantara, future cité « intelligente et écologique » et future capitale, dont le coût de construction est évalué à 30 milliards d'euros et dont l'achèvement n'est pas prévu avant 2045. Widodo peut ainsi d'ores et déjà résider loin de Jakarta, l'actuelle capitale, surpeuplée, polluée et largement inondable pour cause de réchauffement climatique. Et le président indonésien pourra contempler le chantier les pieds au sec.

COMMENT DÉPARTAGER CASTETS, CAZENEUVE, PÉCRESSE ET BERTRAND ?



ON COMPREND mieux la combinaison de plongée et le bonnet de bain revêtus par Amélie Oudéa-Castéra pour faire trempette le 13 juillet dans la Seine. D'après les données de l'ARS Ile-de-France, gardées secrètes pendant les Jeux olympiques, les niveaux de pollution étaient « incompatibles avec la baignade » lors du plongeon de la ministre des Sports.

Mais celle-ci est passée outre à la contamination élevée de l'eau par des excréments pour « damer le pion à la maire de Paris, Anne Hidalgo, fer de lance de ce projet ayant à ce jour coûté 1,4 milliard d'euros d'argent public », note Mediapart (17/8).

Ah, les combinaisons politiques !

LA SUISSE va-t-elle jeter la légendaire neutralité au panier ? Un rapport « explosif » rédigé par un groupe d'experts serait, à en croire « Le Monde » (20/8), sur le bureau de Viola Amherd, la présidente de la Confédération, par ailleurs ministre de la Défense. Les experts y font remarquer que « la Russie n'a jusqu'à présent jamais attaqué que des pays non membres de l'Otan ». Et qu'il serait donc sage que Bern se rapproche de l'Alliance atlantique, par exemple lors de manœuvres communes...

Pendant la dernière guerre mondiale, Hitler, qui qualifiait la Suisse de « branche égarée du peuple allemand », avait renoncé à l'envahir. Poutine osera-t-il, lui ?

